

# *PROSPER*

24

*Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers*

**DISTRIBUTISME / USOLOGIE / ACCES**

---

un nouveau chantier  
économique et politique

## *la désargence*

faisabilité - conditions de passage

- ***L'argent est devenu obsolète***  
de l'après-pétrole et l'après-argent
- ***L'obligation d'opérer des profits monétaires touche ses limites***
- ***Bonne nouvelle ! On peut s'en passer !***
- ***Et d'argent aussi !***

# **DISTRIBUTISME / USOLOGIE / ACCES**

*Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers*

???

\* *Le distributisme est un modèle économique et social né après la crise de 29. Il propose d'abolir les profits monétaires.*

*Il existe en deux versions :*

*La première, « historique », conserve l'usage de l'argent.*

*Le revenu des usagers est calculé directement sur le fruit de leur travail.*

*Chiffrez les produits et services disponibles. Faites le total et distribuez.*

*Tout ce qui sera produit devient accessible. Inutile de produire plus qu'il ne faut !*

*La monnaie qui assure les échanges s'annule au moment du passage en caisse.*

*Elle est donc anticapitaliste par construction.*

*La deuxième version<sup>a</sup>, proposée par PROSPER, abolit l'usage de l'argent.*

*Elle tire parti de l'informatisation des données désormais partout en usage.*

*Au moment du passage en caisse, les codes-barres déclenchent deux circuits : celui du renouvellement et celui du prix à payer.*

*S'il n'y a plus de profits à faire, le circuit des prix est inutile.<sup>aa</sup>*

\* *L'usologie recentre l'attention sur ce dont nous faisons usage.*

*En ce qui concerne les usages de la pensée (l'épistémologie), elle rappelle qu'aucune observation rigoureuse ne peut être conduite si elle ne prend en compte exclusivement des façons de faire (ou de se faire), des usages et rien d'autre.*

*De quoi « les faits » font-ils usage ? Et nos théories et conclusions ?*

*Elle met systématiquement en doute l'économie mentale qui prétend expliquer ce dont nous sommes témoins par une supposée « nature » des choses ou des personnes.*

*En ce qui concerne les usages de la vie quotidienne et les institutions en général, elle interpelle les usagers sur ce qui « entre » dans tout usage, matériel, politique..., sur l'environnement dans lequel il s'impose et les modifications qui sont en notre pouvoir.*

\* *Accès : nous avons retenu ce vocable pour interroger l'accès réel que nous avons aux richesses produites, aux connaissances, aux expériences en cours et à la possibilité d'en initier de nouvelles.*

*Cet accès est aujourd'hui ouvert ou barré par l'usage de l'argent.*

*Que devient-il dans un sociotope sans argent ?*

*« La maîtrise de leurs usages par les usagers », n'est-ce pas ce que recherche l'humanité depuis qu'elle existe ? Ce que vise la démocratie ? Renverser les minorités qui s'arrogent le droit de savoir et commander, prêtres et féodaux, ne suffit pas à l'assurer, ni la liberté d'opinion, ni les votations. Encore faut-il que toutes les décisions soient prises non plus au nom de « vérités » auxquelles nous devrions nous soumettre mais directement en fonction d'« expériences » librement initiées et tout aussi librement abandonnées : deux conditions que l'abolition de l'argent semble pouvoir satisfaire.*

<sup>a</sup> La critique de la première est présentée p. 27 de ce cahier

<sup>aa</sup> Pour une explication rapide, v. fac-similé du tract p. 7-8

# ***PROSPER***

## ***n'est plus tout seul !***

Et s'il y avait une vie après l'argent ?  
D'autres que nous commencent à entrevoir que oui.

*Le Monde*, en novembre 2011,  
a même publié un article  
qui énonce clairement les enjeux  
et nous épargne de les rappeler.

[http://www.lemonde.fr/idees/article/201...\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/201..._3232.html)

*Théoricien de la valeur  
et spécialiste de l'œuvre de Guy Debord,  
l'auteur de l'article, Anselm Jappe  
a notamment écrit*

**Les Aventures de la marchandise** (Denoël, 2003)  
et **Crédit à mort** (Lignes, 254 p., 20 €).

## **L'argent est-il devenu obsolète ?**

Médias et instances officielles nous y préparent : dans les prochains mois, voire semaines, une nouvelle crise financière mondiale va se déclencher, et elle sera pire qu'en 2008. On parle ouvertement des catastrophes et désastres. Mais qu'est-ce qui va arriver après ? Quelles seront nos vies après un écroulement des banques et des finances publiques à vaste échelle ? Actuellement, toutes les finances européennes et nord-américaines risquent de sombrer ensemble, sans sauveur possible.

Mais à quel moment le krach boursier ne sera-t-il plus une nouvelle apprise dans les médias, mais un événement dont on s'apercevra en sortant dans la rue ? Réponse : quand l'argent perdra sa fonction habituelle. Soit en se faisant rare (déflation), soit en circulant en quantités énormes, mais dévalorisées (inflation). Dans les deux cas, la circulation des marchandises et des services ralentira jusqu'à pouvoir s'arrêter complètement : leurs possesseurs ne trouveront pas qui pourra les payer en argent "valable" qui leur permet à leur tour d'acheter d'autres marchandises et services. Ils vont donc les garder pour eux.

On aura des magasins pleins, mais sans clients, des usines en état de fonctionner parfaitement, mais sans personne qui y travaille, des écoles où les professeurs ne se rendent plus, parce qu'ils seront restés depuis des mois sans salaire. On se rendra alors compte d'une vérité qui est tellement évidente qu'on ne la voyait plus : il n'existe aucune crise dans la production elle-même. La productivité en tous les secteurs augmente continuellement. Les surfaces cultivables pourraient nourrir toute la population du globe, et les ateliers et usines produisent même beaucoup plus que ce qui est nécessaire, souhaitable et soutenable.

*« Les misères du monde ne sont pas dues, comme au Moyen-Age, à des catastrophes naturelles, mais à une espèce d'ensorcellement qui sépare les hommes de leurs produits. » (A.J.)*

Ce qui ne fonctionne plus, c'est l'"interface" qui se pose entre les hommes et ce qu'ils produisent : l'argent. La crise nous confronte avec le paradoxe fondateur de la société capitaliste : la production des biens et services n'y est pas un but, mais seulement un moyen. Le seul but est la multiplication de l'argent, c'est d'investir un euro pour en tirer deux.

Cependant, les contempteurs du capitalisme financier nous assurent que la finance, le crédit et les Bourses ne sont que des excroissances sur un corps économique sain. Une fois la bulle crevée, il y aura des turbulences et des faillites, mais finalement ce ne sera qu'une tempête salutaire et on recommencera ensuite avec une économie réelle plus solide. Vraiment ? Aujourd'hui, nous obtenons presque tout contre paiement. Si le supermarché, la compagnie d'électricité, la pompe à essence et l'hôpital n'acceptent alors que de l'argent comptant, et s'il n'y en a plus beaucoup, nous arrivons vite à la détresse. Si nous sommes assez nombreux, nous pouvons encore prendre d'assaut le supermarché, ou nous brancher directement sur le réseau électrique.

Mais quand le supermarché ne sera plus approvisionné, et la centrale électrique s'arrêtera faute de pouvoir payer ses travailleurs et ses fournisseurs, que faire ? On pourrait organiser des trocs, des formes de solidarité nouvelles, des échanges directs : ce sera même une belle occasion pour renouveler le lien social. Mais qui peut croire qu'on y parviendra en très peu de temps et à une large échelle, au milieu du chaos et des pillages ? On ira à la campagne, disent certains, pour s'approprier directement des ressources premières. Dommage que la Communauté européenne ait payé pendant des décennies les paysans pour couper leurs arbres, arracher leurs vignes et abattre leur bétail... Après l'écroulement des pays de l'Est, des millions de personnes ont survécu grâce à des parents qui vivent à la campagne et aux petits potagers. Qui pourra en dire autant en France ou en Allemagne ?

Il n'est pas sûr qu'on arrivera à ces extrêmes. Mais même un écroulement partiel du système financier nous confrontera avec les conséquences du fait que nous nous sommes consignés, mains et poings liés, à l'argent, en lui confiant la tâche exclusive d'assurer le fonctionnement de la société. L'argent a existé depuis l'aube de l'histoire, nous assure-t-on : mais dans les sociétés précapitalistes, il ne jouait qu'un rôle marginal. Ce n'est que dans les dernières décennies que nous sommes arrivés au point que presque chaque manifestation de la vie passe par l'argent et que l'argent se soit infiltré dans les moindres recoins de l'existence individuelle et collective.

Mais l'argent n'est réel que lorsqu'il est le représentant d'un travail vraiment exécuté et de la valeur que ce travail a créée. Le reste de l'argent n'est qu'une fiction qui se base sur la seule confiance mutuelle des acteurs, confiance qui peut s'évaporer. Nous assistons à un phénomène pas prévu par la science économique :

non à la crise d'une monnaie, et de l'économie qu'elle représente, à l'avantage d'une autre, plus forte. L'euro, le dollar et le yen sont tous en crise, et les rares pays encore notés AAA par les agences de notation ne pourront pas, à eux seuls, sauver l'économie mondiale. Aucune des recettes économiques proposées ne marche, nulle part. Le marché fonctionne aussi peu que l'Etat, l'austérité aussi peu que la relance, le keynésianisme aussi peu que le monétarisme.

Nous assistons donc à une dévalorisation de l'argent en tant que tel, à la perte de son rôle, à son obsolescence. Mais non par une décision consciente d'une humanité finalement lasse de ce que déjà Sophocle appelait "la plus funeste des inventions des hommes", mais en tant que processus non maîtrisé, chaotique et extrêmement dangereux. C'est comme si l'on enlevait la chaise roulante à quelqu'un après lui avoir ôté longtemps l'usage naturel de ses jambes. L'argent est notre fétiche : un dieu que nous avons créé nous-mêmes, mais duquel nous croyons dépendre et auquel nous sommes prêts à tout sacrifier pour apaiser ses colères...

Personne ne peut dire honnêtement qu'il sait comment organiser la vie des dizaines de millions de personnes quand l'argent aura perdu sa fonction. Il serait bien d'admettre au moins le problème. Il faut peut-être se préparer à l'après-argent comme à l'après-pétrole.

*...et chercher comment s'en passer. Et après ?*

*Serait-il « honnête » de notre part d'apporter comme sur un plateau l'organisation d'une société sans argent...?*

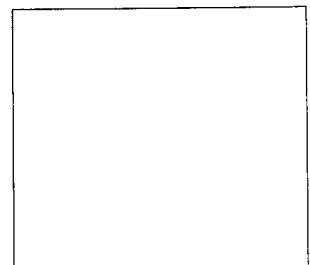
*La plus honnête des préparations nous semble de montrer qu'elle est déjà en cours et d'envisager les conséquences.*

*C'est l'objet de ce cahier.*

*Faisabilité ? Passage...*

*Le chantier de la désargence est ouvert.*

*Vous nous aidez, M. Jappe ?*



# **Ce que voulait « la décroissance » seule la désargence peut le faire.**

En 2006, aux Etats Généraux de la Décroissance, à Lyon, **PROSPER** faisait partie des cinq qui réactualisaient son *idée*.

Il mit en garde contre une grosse méprise : croire qu'il était possible de décroître matériellement dans une économie qui exige de faire des profits monétaires obligatoirement CROISSANTS.

Il insista sur le fait que, dans le cadre l'économie actuelle, les produits économies en matériaux, énergie, travail, transports, seraient soumis à la concurrence, choisis en fonction du marché, et ne changeraient rien à l'exploitation de la nature et des hommes. La décroissance était un enjeu trop important pour le confier à la vertu de ceux qui seraient capables de consommer moins. Il prêcha donc en faveur d'un modèle économique connu sous le nom de distributisme.

En 2006, déjà, **PROSPER**, avançait déjà dans l'hypothèse d'une abolition de l'argent. Car si le distributisme, grâce à l'usage d'une autre monnaie émise sans intérêts et non capitalisable, abolit les profits monétaires, l'usage de cette monnaie risque de conserver les hiérarchies de revenus, et même réduit de 1 à 3, certains citoyens seront plus égaux que d'autres...

Cinq ans et quelques cahiers plus tard (notamment les n° 22 et 23), l'hypothèse était mûre.

Elle attendait un nom. Ce fut *LA DESARGENCE*.

Nous n'avons pas oublié la décroissance ! Il faut la faire, absolument ! Mais tout ce que la décroissance a cherché, seule l'abolition de la monnaie peut le réaliser ! Sans devoir faire preuve d'aucune vertu spéciale et personnelle. La décroissance pour tous, écologique et juste !

*Le vocabulaire DESARGENCE*

*a été utilisé en public pour la première fois en Novembre 2011,  
quand PROSPER a répondu à l'invitation des Indignés de Paris  
qui campaient à l'Arche de la Défense et désiraient faire plus que s'indigner...*

*A droite, un des trois tracts composés à cette occasion.*

*Il renvoie encore à PROSPERDIS.ORG, qui existe toujours !  
Depuis Mars 2012, un site spécialement dédié à la Désargence,  
DESARGENCE.ORG, est ouvert, dans lequel ce cahier 24 a beaucoup emprunté.*

**A la fin de ce cahier**, un appel qui circule sur le Net.

**Il invite à participer aux Chantiers de la Désargence**

*post-monetaire@voila.fr*

# ***LA DESARGENCE***

---

*Pour en finir avec les profits monétaires et les dettes !  
Pour stopper les dégâts sociaux et environnementaux !  
Pour l'accès de tous au fruit du travail !  
Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers !*

## ***L'expérience de base***

Lors d'un achat, le bip informatique active deux circuits :  
celui des **prix** et celui du **renouvellement**.

*Supposez que le circuit des prix tombe en panne ?  
Les fournisseurs sont-ils empêchés de renouveler ?  
Non ! En attendant que le circuit soit rétabli,  
chacun d'eux préviendra ses fournisseurs.*

**Le renouvellement** continuera sous la même forme qu'aujourd'hui,  
grâce à l'**informatisation des données**.

*Il ne s'arrêtera que si les matières premières, les machines,  
les travailleurs, l'énergie, font défaut.*

## ***AUJOURD'HUI, pourquoi est-ce que « ça manque » ?***

**Parce que les profits monétaires ne sont pas suffisants,  
il a « donc » fallu abandonner la fabrication, le service, et licencier...  
ou vous n'avez pas de quoi acheter.**

Pourtant ? Les ressources sont là ! Les cerveaux et les mains aussi ?!

Nous sommes en capacité de nourrir 7 milliards d'heureux  
et d'éviter d'en faire deux de misère en plus à l'horizon 2050.

## ***Seule l'abolition de la monnaie peut sauver la planète et ses usagers !***

Plaçons-nous déjà à la hauteur des capacités que nous offre notre époque !

*Toutes les données sont aujourd'hui informatisées.*

*Les logiciels sont capables de croiser des milliards de données pour en tirer des infos utiles.*

*Elles peuvent être utiles à autre chose qu'à faire toujours plus de profits et de ravager les peuples et la planète avec !*

*Les banques de l'avenir sont des banques de données. Elles prennent en compte tout ce qui est disponible, du plus proche au plus lointain.*

*L'argent étant aboli, plus de concurrence !*

*Adieu la spéculation, vive la solidarité !*

*Les ressources locales sont à nouveau être prises en compte. On peut savoir en temps réel où, en quelles quantités, qui peut fournir, quels sont les délais nécessaires au renouvellement et stopper quand les ressources naturelles sont menacées.*

*Dans une société, une économie sans argent, la création assistée par ordinateurs, aujourd'hui dénaturée par l'obligation de faire des profits monétaires, améliore constamment les entreprises existantes et en propose de nouvelles, dont l'expérience achèvera de prouver si elles sont favorables ou non à la solidarité et à l'environnement.*

*Adieu les hiérarchies salariales, vive l'invention, la recherche, tous sur le pont et responsables !*

*Arrêter une production inutile ne signe plus la ruine de tout un bassin d'emplois !*

## **La maîtrise de leurs usages par les usagers**

*« oubliée » depuis qu'on parle de démocratie et qui pourtant devrait la définir*

**s'applique dès la production**

Pour en savoir plus sur la faisabilité du projet : [prosperdis.org](http://prosperdis.org)  
pour participer aux Chantiers de la Désargence : [post-monetaire@voilà.fr](mailto:post-monetaire@voilà.fr)

# **L'Argumentaire et le Lexique de la Désurgence**

## ***présentation générale***

« L'argumentaire » est le nom que l'usage a consacré pour le recueil d'objections et réponses provoquées par l'idée d'un sociotope sans argent

*La première série d'objections réunit, dans un premier « tiroir », des objections « spontanées », quasiment involontaires, que soulève l'hypothèse de se passer d'argent.*

*Le second « tiroir » regroupe des objections qui portent plus spécialement sur la transition.  
Il a fallu choisir, là aussi, parmi les plus caractéristiques.*

*Nous en recevrons certainement d'autres, auxquelles il sera répondu dans le Notier de la Désurgence (notre blog) et regroupées au point 4 du sommaire.*

*Ce que l'hypothèse d'un sociotope sans argent a de nouveau exige d'être pensé à travers de nouveaux concepts.*

*Un troisième « tiroir », intitulé **OPTIONS DE FOND** est donc en cours de rédaction (Avril 2012).*

## ***Mode d'emploi***

Nous recommandons, pour une première lecture, de sauter les textes en italique et d'y revenir plus tard. Ils sont destinés à élargir et affiner le débat et seront mieux compris dans un second temps.

A la fin de ces textes en italique figurent des appels de notes. Les notes seront regroupées dans le **LEXIQUE DE LA DESARGENCE**, et, sur le Net, directement accessibles en cliquant sur les mots.

Quelques articles de ce **Lexique**, actuellement en cours de rédaction, correspondant aux premiers renvois en notes du premier tiroir, ont déjà été rédigés.

Ils figurent à la fin de ce présent Cahier 24 (p. 49 et suiv.)

*La présentation générale et la forme de l'Argumentaire et du Lexique (et le nouveau site, **DESARGENCE.ORG**) sont en harmonie avec l'esprit « chantier » de l'entreprise.*

*La liste des questions n'est pas close. Il faudra aussi répondre...*

*N.B. La revue PROSPER ne se considère nullement comme propriétaire de ce chantier. Elle n'est qu'un de ses « lieux » et un moyen de coucher sur du papier, pour ceux qui ne disposent pas encore d'Internet - et pour les historiens futurs ? - l'actualité d'une question promise, pensons-nous, à un certain avenir...*

*PROSPER*

# *un sociotope* sans argent

## **ARGUMENTAIRE**

### PREMIER TIROIR

### **QUESTIONS & OBJECTIONS SPONTANÉES**

Les questions ont été posées par les lecteurs de **PROSPER** ou lors d'invitations à exposer nos hypothèses.

Leur choix, leur rédaction et l'ordre dans lequel nous les présentons visent à éviter de confondre les niveaux de débat. Le changement de niveau permet aussi de donner un éclairage nouveau à des questions récurrentes. Une foule d'autres questions restent en suspens. Elles feront l'objet de compléments.

#### **1. Questions et objections spontanées**

\* I. En quelques mots, abolir l'argent, pour quoi faire ? p.11

\* II. Comment ça se passe ?

Comment faire ses courses sans argent ? p.13

Et pour le logement ? p.14

Et si je veux avoir une automobile ? p.15

Et pour la Sécu ? p.16

\* III. Paresse et motivation

Et pour les vacances... et pour le travail ? p.17

Qui ramassera les poubelles ? p.17

Trois formes de gratification p.18

\* IV. Comment vous organisez la production ?

Tout le monde ne peut pas faire n'importe quoi ? p.19

Concurrence ou émulation ? p.21

L'expérience comme école p.22

\* V. Qui décide et de quoi ?

Sans salaires, plus de hiérarchies de commandement ? p. 23

Comment vous prenez les décisions ? p. 24

*TRAVAUX PRATIQUES*

## I. Pour quoi faire ?

### *En quelques mots, abolir l'argent, pourquoi ?*

Parce que son usage est nocif et qu'on peut s'en passer !

La preuve de sa nocivité n'est plus à faire. Elle tient à l'obligation d'opérer à toute force des profits monétaires croissants. Il est aujourd'hui avéré qu'à la cadence à laquelle nous utilisons les ressources naturelles pour en faire des profits monétaires, elles ne peuvent se renouveler à temps. La comptabilité tenue sous forme monétaire est incapable de prendre en compte cette réalité ou ne le fait qu'en chiffrant les dégâts et en cherchant les fonds pour les payer. Donc en faisant de nouveaux profits monétaires.

L'idée qui s'impose est celle d'une économie fondée directement sur les ressources, d'une comptabilité qui ne prenne en compte que les ressources, sans recourir au chiffrage en argent. Aujourd'hui c'est possible, sans recourir au troc ni revenir à l'autarcie.

Au moment où nous présentons nos articles à la caisse, les code-barres ne signalent pas seulement le prix à payer. Ils signalent aussi ce qu'il faut renouveler. De nouveaux dispositifs aux performances infiniment supérieures (qui peuvent « charger » jusqu'à 92 milliards d'informations !), sont déjà à l'étude. Ils ne changeront rien au principe du double circuit des prix et des renouvellements.

Offrez-vous l'expérience mentale d'une soudaine panne dans le circuit qui indique les prix. Celui du renouvellement continuera d'enregistrer ce qui « sort ». Vous signerez un reçu et paierez plus tard. Le fournisseur renouvellera autant qu'il le faut. Il se retournera sur ses propres fournisseurs, qui à leur tour...

Et si le circuit des prix était définitivement coupé ?

Si personne ne doit plus rien payer à personne, rien n'empêche le cycle des entrées et sorties matérielle de continuer. Il ne s'arrêtera que si une rupture se produit à un niveau quelconque de la chaîne d'approvisionnement.

Or, aujourd'hui c'est très souvent que la chaîne de renouvellement s'interrompt ! Vous ne trouvez plus vos articles favoris, le service n'est plus assuré. Ce n'est pas parce que les matières premières manquent, ni les travailleurs ! C'est parce qu'un des maillons de la chaîne n'a pas fait assez de profits, que l'entrepreneur ne peut plus emprunter ou que les clients ont la bourse plate. Elle est rompue en raison directe de l'usage de l'argent.

*La liste des méfaits de l'argent s'allonge tous les jours, avec, en parallèle, celle de propositions et d'essais pour y remédier tout en persévérant dans son usage.*

*Parmi les méfaits de l'argent nous placerons donc en tout premier celui de nous faire croire que son usage est indépassable.*

*Nous pouvons aujourd'hui déjà nous passer d'argent. Pas seulement parce que nous avons accès à ce dont nous avons l'usage sans avoir à le payer, grâce à notre jardin par exemple, ou par des détours comme le troc matériel, de services ou les SELS. On peut s'en passer dans tous les cas. Et, compte tenu de ses méfaits, on le doit. Ne pas le faire relève de la non-assistance à personne en danger, aggravée du fait que l'assistant potentiel a les moyens d'agir. Encore faut-il les connaître et les faire savoir. C'est à quoi nous nous employons ici.*

*Abolissez l'argent. Le commerçant et ses fournisseurs n'ont plus besoin de faire des profits pour renouveler les produits. Si la chaîne productive s'interrompt, ce sera pour des motifs primaires : parce que les ressources matérielles, énergétiques, les travailleurs, auront manqué. Pas pour des questions de profits.*

*Le risque de voir la chaîne productive se rompre est moindre si on abolit l'argent que si on le conserve. Aujourd'hui déjà, nul besoin d'argent pour avoir accès aux produits. On a seulement besoin - à partir d'un certain volume et de diversités de produits échangés - de tenir une comptabilité « matière ».*

*Dans une économie sans argent, la gestion, la politique, sont entièrement orientées par la recherche, le renouvellement, le partage des ressources réelles. La comptabilité ne prend en compte que ce que nécessite une production ou un service : la matière d'œuvre, l'énergie et les transports, les compétences. Vous n'avez plus besoin de prêcher une limitation volontaire et vertueuse : elle va de soi. Elle ne s'impose plus pour des motifs budgétaires. Elle compte, spontanément écolo et décroissant. Ce que nous savons déjà faire aujourd'hui malgré tous les chaos et secrets engendrés, entretenus par l'argent, nous le ferons encore mieux en mettant en œuvre et en croisant plein de possibilités qui sont déjà là et se préciseront ou s'inventeront à ce moment-là.*

*En pratique « comment faire », toujours précède ou donne sa force au sentiment qu'on le doit. Les excellentes raisons qu'on a eu d'en finir avec l'esclavage, avec l'obligation d'avoir la même religion que le roi, le géocentrisme, les naissances non désirées, n'ont été comprises et acceptées qu'à partir du moment où « ce qu'on allait mettre à la place » et qui se mettait en fait déjà en place a été reconnu. Abolir l'argent donne une force nouvelle à la défense des acquis sociaux, à leur conquête pour ceux qui ne les ont jamais connus, à la nécessité de laisser une planète vivable à nos enfants et aux actions qui vont déjà dans ce sens.*

*Abolir l'argent n'ira pas sans provoquer quelques remous. Mais l'enjeu est d'un tout autre ordre que balayer des tyrannies aux effets localisés. Ne pas abolir l'argent relève du suicide de l'humanité et du meurtre de la planète.*

□ Guyau (Jean-Marie). argent. paradigme monétariste. spéculation.

## II. Comment ça se passe ?

### **Comment faire ses courses sans argent !?**

Comme aujourd'hui, et sans devoir attendre au moment de payer !

### **Les premiers arrivés vont tout rafler ?**

Aujourd'hui, même dans une grande surface, le soir, certains produits manquent. Les clients en ont pris plus que prévu, et il n'y en avait plus. Ils n'ont rien accaparé ou raflé. Il n'y a pas eu de quoi fournir assez ce jour-là.

Quand il s'en aperçoit, le chef de vente s'envoie des claques ou se retourne contre le service qui n'a pas interprété comme il aurait dû les données fournies en temps réel par l'ordinateur. Il en demande plus pour le lendemain, en tenant compte qu'il fait plus chaud, plus froid, ou que des fêtes approchent. Il s'envoie des claques aussi quand il en a commandé trop et que ça reste au-delà des dates de consommation. Ce qui arrive de plus en plus souvent, entre le 20 et le 30 du mois. A cause de l'argent. Des circuits caritatifs spécialisés dans l'assistance aux porte-monnaie vides ramassent les invendus.

Quand ils ne sont pas sûrs d'avoir assez de sous pour terminer le mois, combien font des réserves et bien plus qu'il n'en faut ? Annoncez que le prix du sucre, de la farine ou de l'huile vont augmenter : les clients se précipitent. Pas parce que ça risque de manquer. Parce que leur pouvoir d'achat va diminuer, donc encore pour une question d'argent, et ceux qui en ont assez sont les premiers à en prendre !

*Même chez ceux qui ont le minimum vital, l'argent pousse à faire des réserves, dont beaucoup se perdent, qu'il s'agisse de nourriture (5% selon une étude britannique de 2011) ou de dépôts bancaires que l'inflation dévalue.*

*Dans tous les pays du monde, du fait de l'usage de la monnaie, les grandes surfaces doivent se protéger contre les pillages provoqués par les porte-monnaie et les ventres vides.*

*Passons sur les systèmes de protection ordinaires et extraordinaire, serrures, armes et caméras, et le pillage supplémentaire des ressources auquel cet arsenal donne lieu.*

*L'argent n'a jamais empêché d'accaparer, au contraire ! Les oligarques en ont fait leur cœur de métier. Voyez comment la Chine accapare les terres rares, comment la Corée achète Madagascar. En Afrique, on expulse tous les jours des villages pour faire du biopétrole. Partout l'accaparement par l'argent sème la terreur.*

*Pour parer aux ardeurs d'accaparement que devrait nécessairement provoquer la possibilité de remplir son caddy sans payer, les premières idées qui viennent gravitent autour d'un contrôle individualisé, jaloux. Vite, des cartes, des bons, des tickets ! PROSPER, sans les contredire frontalement, a proposé de distribuer des cartes anonymes à l'entrée du magasin (en insistant sur le fait qu'elles seraient anonymes). Si celle qu'on avait reçue refusait l'accès à un produit, on pouvait demander à n'importe qui s'il y en avait encore sur la sienne.<sup>1</sup>*

*Les fantasmes de surveillance personnelle, ou personnalisée, pour contrôler vos achats, s'expliquent : comment s'exerce aujourd'hui principalement le contrôle social, et plus largement le contrôle économique ? Par l'argent.*

*Placez-vous résolument dans le cadre d'une économie fondée sur les ressources, et donc celui où l'usage de l'argent est aboli. Une seule chose reste à surveiller : la production globale et l'approvisionnement. Pas besoin de vous surveiller, vous, avec une carte à votre nom - et pourquoi pas des tickets comme pendant la guerre !*

*Demain comme aujourd'hui certains prendront davantage de lait ou de fromage que d'autres. Par goût, formé par leur culture, ou besoin physiologique. Mais quelle importance s'il y a assez pour tous ? Ce qui importe c'est une production suffisante. Elle sera rendue moins problématique si la production est relocalisée et la spéculation monétaire abolie.*

*Cette relocalisation est un des tout premiers objectifs de l'abolition de l'argent, nous y reviendrons, comme sur le charme qu'exerce la formule « si tout le monde en faisait autant », qui épargne de cliquer sur les enjeux monétaires du contrôle social !*

¶ informatisation des données. comptabilité matière. liberté d'entreprise.

### **Comment ça se passe pour le logement ?**

La question attend deux réponses. La première concerne l'offre de logement.

Dans une économie sans profits monétaire, cette offre sera plus facilement satisfaite que dans une économie où on ne construit ou ne loue que si ça rapporte. Les logements respecteront les conditions environnementales dès leur conception. Notez que ce souci se met déjà en place mais grève le prix de vente et sélectionne donc les acheteurs. Vous étudierez sérieusement ce qu'on peut faire de mieux en matière de bâtiment pour que ce soit vivable, économique etc. Avoir un appartement dans les beaux quartiers risque de se faire moins attractifs...

La deuxième question porte sur la responsabilité.

Vous n'aurez plus à vous porter propriétaire. Vous serez responsable de votre logement. Vous ferez donc tout ce qu'il faut pour le conserver dans les meilleures conditions et les améliorer. Vous n'attendrez pas la fin du mois pour appeler le plombier. Vous préviendrez à temps des réparations à faire et les copropriétaires ne bloqueront pas parce que c'est cher. Vous organiserez des équipes pour les petits travaux, participerez à des cénacles d'utilisateurs pour améliorer le modèle de logement qu'on vous a livré, à la construction duquel vous aurez d'ailleurs peut-être participé, et on le prendra tout de suite en compte dans les prochains projets.

*Aujourd'hui, à cause de l'argent on construit petitement, mochement, loin de tout. Les loyers ne remboursent pas la mise, les locataires ont la haine du « proprio ». Comme on ne construit plus assez d'immeubles de location, il vous faut donc acheter. Mais pour les*

---

<sup>1</sup> Proposition rapportée par Abelsohn et Sanders dans *Désobéir à l'Argent* (Le Passager Clandestin 2011).

*appartements ou les pavillons comme pour les appareils ménagers la date de garantie dépasse à peine le moment où de gros travaux seront à faire.*

*De tout temps la responsabilité a été liée à la propriété : il faut surveiller ses bêtes, abattre à temps un arbre, prévoir les tuiles qui tombent, la fuite d'eau chez le voisin...*

*Les assurances couvrent les risques de la propriété. Cette responsabilité, aujourd'hui, est de plus en plus couverte par des sous. Elle est donc forcément limitée à la quantité de sous que vous avez. L'argent, sur ce terrain comme tant d'autre, va à l'encontre du bien commun.*

**□** propriété. responsabilité. contrôle social

### ***Et si je suis propriétaire d'un château du XVe siècle ?***

Si vous avez hérité d'un château XVe et la fierté de « votre » château, tant mieux pour le patrimoine national ! Vous anticiperez avec plus d'attention encore sur les travaux à faire pour parer aux fuites, fissures et attaques de termites. Vous rejoindrez les amis du XVe siècle et les pousserez à de nouvelles recherches à son sujet. Dans votre château, peut-être aurez-vous l'idée de vous aménager des coins plus vivables et de faire des cabanes « design » dans des espaces inchauffables et sans caractère historique. Des entreprises, probablement, en feront déjà. Vous les rejoindrez ou vous en crèerez une.

*Si vous avez hérité d'un château XVe et supportez de vivre dans des pièces froides et surdimensionnées, aucune raison d'être jaloux de votre performance. Ni que vous portiez le nom d'une grande famille. Ce n'est pas plus votre faute que d'avoir la peau sombre ou le poil roux. Dans une économie sans monnaie, le « nom » n'est plus indicatif d'une possible appartenance à la classe des exploiteurs.*

### ***Et les cabanes, elle seront gratuites ?***

Pourquoi pas, si des usagers malins veulent tirer parti d'un espace comme celui d'un grenier ou d'un garage. Les banques de données vous diront tout de suite s'il y a les matériaux pour le faire et les économies réalisées en chauffage. Elles vous diront même la meilleure façon d'employer les matériaux nécessaires, sans dégrader l'environnement...

*La réponse serait la même à propos des meubles, des bijoux, des jolies choses, des sculptures, tableaux, de la musique, qui ont souvent besoin de très peu d'« entrants » matériels. Les amateurs ne s'investiront plus dans ces choses-là de la même façon, du fait que ce n'est plus de l'argent qu'elles tiennent leur valeur.*

*Comment et pourquoi faudrait-il empêcher ou s'empêcher de s'entourer de belles choses et même d'en inventer de nouvelles ?*

*Les créateurs, professionnels ou improvisés, n'ont jamais compté leur temps. La valeur d'une création, du point de vue de ce qu'elle apporte de créatif, n'a rien à voir avec les sous. Cette évidence, comme tant d'autres, est étranglée par l'argent, parce qu'il faut des sous pour vivre et se tailler une part sur le marché de l'art comme sur les autres, ou se faire remarquer en s'achetant les premiers la dernière mode.*

**□** recherche, don, bien commun, bricolage, création d'entreprises

### ***Et si je veux avoir une automobile ?***

Il y a là aussi deux questions dans la question. La première est relative à la propriété de l'auto.

La réponse s'apparente à ce que nous avons dit au sujet du logement. Obligation vous est faite aujourd'hui de passer périodiquement votre véhicule au contrôle technique. Pourquoi ? Parce que le budget des propriétaires n'est pas toujours compatible avec la sécurité !

L'autre question touche à l'usage.

Demain comme aujourd'hui, du fait de la relocalisation, on devra moins se déplacer mais on se déplacera encore ! Il est donc tout à fait possible que vous deviez conduire plus souvent que d'autres un véhicule individuel. Dans les grosses entreprises de transports, les camions portent un nom - souvent un prénom féminin. Les chauffeurs finissent par « avoir » leur camion, une espèce de droit d'usage tacite de ce camion-là, et comme ils le connaissent mieux que des usagers intermittents, leur responsabilité en est majorée. De plus en plus d'usagers préfèrent louer qu'acheter. Après les vélos, des villes lancent la location de voitures. Les clients aiment bien monter dans une voiture qu'ils ont déjà utilisée. D'une fois sur l'autre ils comparent son état, et là encore les services compétents peuvent agir à temps.

*Avant de fabriquer des autos, on s'interrogera sur les usages qui les rendent indispensables. On n'aura aucune raison de faire des économies sur les meilleures conditions dans lesquelles on les produit. Leur compatibilité avec les ressources, la consommation en énergie, sera déterminée d'une manière autrement objective que lorsque des profits entrent en jeu, qui retardent la recherche ou les décrets anti-pollution. On ne vous fera plus croire que la voiture électrique, qui distingue les usagers capables de les acheter les premiers, est la merveille des merveilles écologiques.*

*Les fatwas écolos contre l'auto ne peuvent rien contre les profits monétaires que cette industrie produit. Ces profits ciblent des clients pour qui la possibilité fétichisée de faire du 180 est essentielle, et d'autres pour qui l'auto est un moyen de déplacement rendu obligatoire par l'extension des villes et la recherche de travail. On félicite l'économie de marché d'avoir « démocratisé » l'auto. Par vertu démocratique ? Ou parce que l'auto crée plein de postes de dépenses et de profits ? Supprimez l'argent, on y verra beaucoup plus clair.*

¶ fétichisation.

### ***Comment ça se passe en cas de maladie, d'accident ?***

Fini le déficit de la Sécu pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la santé : le prix qu'il faut la payer. Fini les assurances qui spéculent sur l'angoisse. Vous pourrez pratiquer la prévention sans risquer de ruiner les laboratoires qui s'enrichissent de nos maladies. Vous ne « devrez » plus économiser sur les conditions de travail qui font mourir avant l'heure. Vous ne « devrez » plus employer des pesticides qui détruisent la qualité des sols, de l'air et de l'eau, ni abaisser constamment la qualité des produits alimentaires, tout comme celle des autres produits, parce que ça coûte moins cher de le faire en masse. Combien de maladies sont dues à l'angoisse du budget, des dettes, des luttes sur les lieux de travail ? On connaît le prix de soigner, et qu'il ne cesse d'augmenter, mais à ce que coûte l'argent à la santé, qui s'y intéresse ? Qui a jamais osé le calculer ?

En cas d'accident, vous n'avez plus à vous assurer et payer l'assurance qui vous permettra de mieux vous soigner ou couvrir votre handicap. On n'a que trop tendance à oublier que l'assurance est un facteur de risques : je prends d'autant plus facilement des risques (et j'en fais prendre aux autres) que je suis « couvert ».

*Vaste sujet qui illustre sans doute mieux qu'un autre les méfaits de l'argent ! Il pourrit la recherche médicale et jusqu'au rapport entre le médecin et son client.*

*De ce pourrissement, nous avons tous plein d'exemples vécus. Quand, de loin en loin la presse monte en épingle un médicament tueur ou l'influence d'un lobby de labos, pharmaciens, spécialistes, l'arbre nous cache la forêt. L'argent pourrit la vocation à devenir médecin et le cursus même des études médicales. Sujets tabous du fait que « les patients » doivent se soumettre à l'avis des médecins dans des conditions qui rappellent la soumission dont jouissaient les prêtres.*

### **III. Paresse et motivation**

#### *Et pour les vacances ?*

« Les vacances » s'imposent ou se vivent aujourd'hui sur le mode de la réparation, de l'oubli, de la revanche, de la récompense. Les nouvelles conditions d'investissement personnel changeront la donne. Que vous posiez la question des vacances avant celle du travail est symptomatique. Du fait de l'usage de l'argent, nous sommes asservis à la condition de salariés qui se revanchent de leur boulot avec les grigris consommatoires que leur salaire peut leur offrir.

*Le soleil, la mer, la navigation, le cheval, seront probablement encore attractifs. Mais vous pourrez en disposer ou en faire toute l'année. Les migrations estivales encouragées pour rapporter des gros sous, c'est fini. Les indigènes du Languedoc ou d'Egypte ne verront plus arriver des hordes de vacanciers, excusés par les kopecks qu'ils leur laissent. Les vacances ne seront plus gâchées parce qu'au seul moment où on pouvait se les offrir, les aiguilleurs du ciel ou les routiers du carburant ont fait grève.*

□ résidences secondaires. immigration

#### *Alors, pour le travail... ?*

Dans les conditions actuelles, il y a cette fois trois questions dans votre question.

La première : qui va faire ce qu'il y a à faire s'il n'y a pas d'argent à gagner ? « Qui va ramasser les poubelles »...

La seconde question a trait à la motivation. Motivation personnelle - tous les travaux ne sont pas aussi attractifs - et collective. Elle interpelle sur « les paresseux ».

La troisième porte sur ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler l'organisation du travail. On pense aussitôt que, pour suppléer à l'« ordre » spontanément engendré par la concurrence monétaire, il va falloir planifier. Et qui planifiera, comment...

*Dans les conditions actuelles, les réponses n'ont rien de joyeux. Le travailleur doit avant tout rechercher un salaire, dans des entreprises qui se font concurrence et les travailleurs des croche-pieds pour garder leur emploi ou grimper dans la hiérarchie. L'intérêt du travail est second. Il faut distinguer - et récompenser ! - les fous de « travail » de ceux qu'il affole, et décider quelles régions sont les mieux placées pour produire quoi.*

*Vu à travers les conditions actuelles, l'avenir ne peut que grossir les défauts du présent, avec des chefs et des exécutants stressés, des travailleurs qui se vengent par le travail lui-même des limites qu'il impose à leur développement personnel, ou pour qui il est un instrument de décharge de compulsions névrotiques. Il faut donc s'attendre à un Etat totalitaire mondialisé conduit par des gens que leur élection ou leur appartenance à l'oligarchie rendra de plus en plus étrangers aux problèmes concrets du clampin de base.*

*Mais ce qu'on prend pour les conditions actuelles, en fait, ne tient pas compte et résiste à des choses déjà faisables, qui sont là, parfois depuis longtemps et que l'abolition de l'argent va enfin libérer.*

#### *L'abolition de l'argent va libérer du ramassage des poubelles !!!*

Il existe plein de travaux aussi « sales » que les poubelles ! La saleté des poubelles tient moins à leur contenu qu'au mépris dans lequel sont tenus les agents de surface.

Un film les montre équipés, sportifs, bondissant avec élégance sur leur marchepied où ils appuient sur des boutons. Ils agissent dans un esprit d'équipe, sélectionnent ce que la benne peut broyer et ce qu'un autre service va ramasser. Ils parlent de leur travail sans complexe et disent

trouver avantage de se lever tôt et d'avoir une longue fin de journée à eux. Les pêcheurs et les infirmières aussi touchent des choses pas très propres auxquelles ils doivent faire attention tout en allant très vite. C'est tout un art...

Un témoignage personnel : le lendemain d'un procès de Bové qui avait rempli Millau de manifestants, les bacs de ramassage étaient bourrés ou manquants. Il y avait donc au matin beaucoup de déchets, partout. La mairie refusait de mobiliser les employés de la ville un jour de congé. Les organisateurs ont relevé le défi et fait donner la sono. En moins d'une demi-heure toutes les canettes et bouteilles étaient regroupées.

Ce genre d'opérations est devenu courant dans tous les rassemblements militants. La pénibilité de certaines activités s'abaisse constamment. Leur caractère humiliant disparaît. On n'entend plus « ce n'est pas à moi de le faire ». Ces messieurs participent aux travaux domestiques. Le niveau de responsabilité augmente (papiers par terre, tri sélectif, poussé jusqu'à celui des déchets organiques).

La quantité d'heures de travail nécessaire est en diminution constante. Aujourd'hui c'est principalement pour des soucis de rentabilité. Elle s'abaissera vertigineusement du fait que les ci-devant « travailleurs » feront tout ce qu'il faut pour qu'aucune activité ne soit pénible ou dégradante et pourront choisir de faire uniquement ce dont ils ont l'usage. Ils se reporteront sur des activités de recherche, et là... ils ne compteront plus leur temps ! Vous le savez : pour peu que vous soyez passionné pour une recherche quelconque ou bricoliez « à vos heures perdues », les gratifications que vous en retirez sont telles que « l'heure », ça ne veut plus rien dire...

*Entre l'époque où on aidait les élèves en difficulté en leur promettant un bel avenir de balayeurs et celui où un agent de surface est devenu un agent comme un autre, les conditions de travail se sont améliorées. Elles se seraient amélioré plus vite s'il n'avait pas fallu attendre d'avoir l'argent pour les équipements. Car il y avait déjà largement de quoi construire les bennes et protéger les ouvriers !*

*Aujourd'hui, c'est choses faite, mais attention : car si les conditions de travail que demandent « les poubelles » sont meilleures, elles n'en continuent pas moins d'être dévolues à des travailleurs dont « c'est le boulot ». Cette dévolution, cette façon de se défausser sur d'autres retarder le moment d'interroger l'usage qu'on a de ce genre de métiers ou d'activités et des conditions dans lesquelles ils s'exercent.*

*Seule une économie sans argent permet de conduire cette interrogation en temps réel.*

formations professionnelles – défaussement

**Dans une société où le salariat disparaît, les gratifications qu'apporte la rétribution en argent disparaissent aussi !**

Il en reste encore au moins trois.

Les premières tiennent au fait même d'éprouver notre potentiel physique ou mental dans une activité quelconque. Une seconde série tient à l'intérêt intrinsèque de ce qu'on fait : l'intérêt technique ou du projet. Une troisième dérive de la façon dont nous reprenons en charge les usages qui font partie de notre identité, que ce soit pour les reproduire à l'identique, les améliorer ou en changer tout en restant fidèles à certains traits qui sont ceux de notre bassin d'usages.

Ces trois formes de gratifications sont actuellement asservies à la condition monétaire et à la division du travail qui en découle. L'intérêt de ce qui nous est donné à faire est insulté par l'obligation de le faire pour des raisons alimentaires-monétaires. Même ceux à qui « ça rapporte gros » en viennent à se mépriser. Ils sont tout les premiers conscients de ce qu'« avoir de l'argent » a de dérisoire et compensent en le jetant par les fenêtres.

Dans une société sans argent l'organisation du travail n'est plus pilotée et distordue par l'argent ni les puissances d'argent. Elle suit une tout autre logique, où le mot « travail », avec sa

connotation de supplice, ne convient plus. Par quoi le remplacer ? Par « activité », « investissement », « participation », « adonnement » ? Pourquoi pas « expérience » ?

*Les deux premières formes de gratification permettent de répondre à l'objection de l'Homme naturellement paresseux, qui fait pendant à celle de l'Homme fondamentalement utilitariste, naturellement orienté par l'égoïsme.*

*Vous ne verrez jamais personne rester longtemps sans rien faire. L'ennui vient vite.*

*Comment est-ce qu'on punit un délinquant ou un criminel ? En le privant d'activité bien plus qu'en l'enfermant. Il s'occupe à surveiller son territoire et ses voisins de cellules. Il accepte d'aller à l'atelier pour un salaire de misère.*

*Pour se sauver de la déprime, les chômeurs cherchent n'importe quoi pour s'occuper. Une économie sans argent ne les laissera jamais désœuvrés, aucune expérience n'étant plus empêchée pour des raisons d'argent.*

*La troisième forme de gratification est en relation directe avec le partage des activités, selon les formations professionnelles, la répartition géographique et la culture.*

*Elle résulte de la transformation des besoins et des contraintes de base en usages reconnus dans un certain bassin culturel. Car il faudra toujours manger, boire, se déplacer, mesurer, prévoir, se situer dans le temps, mais chaque peuple, chaque « bassin d'usages » trouve, invente comment à sa façon. Elle fait partie intégrante de l'identité sociale et individuelle. Nous en tirons une certaine fierté et des motifs de reconnaissance - ou de désaveu.*

*C'est à travers la transformation des contraintes de base – les « besoins » - en usages que chacun de nous a le sentiment de faire quelque chose d'utile. L'initiative de cette transformation et de son partage est de plus en plus à la merci de spécialistes « formés » pour savoir mieux que personne les meilleures façons de faire et qui les « améliorent » constamment, en conservent les critères qui ont présidé à leur formation, parmi lesquels, en première ligne, favoriser les profits monétaires et les avantages acquis.*

*L'usage de l'argent - le maintien ou la croissance des profits - place donc la majorité des usagers en situation seconde, mineure, commandée. Observez les faits. Aucune maîtrise sérieuse des usages n'est pensable dès que l'argent intervient. Est-ce qu'on peut qualifier de sérieuse une maîtrise qui tient à quelques kopecks de plus et aux hasards du marché ?*

*L'abaissement de la quantité de travail nécessaire et ne plus pouvoir se défausser sur d'autres des tâches pénibles rendra le travail plus « humain ». Le partage des activités en sera facilité. Il instaurera une sorte de butinage ou « papillonnage » d'une activité à l'autre, de registres d'opérations à d'autres, dont la logique pratique, aussi divers que soient les buts poursuivis, est commune à toutes. Il permettra de s'interroger en tout premier lieu sur le succès de l'opération, bien sûr, mais aussi, et enfin librement, sur la raison de faire cet objet-là, d'offrir tel service : s'ils répondent bien à ce qu'on en attend.*

organisation. transversalité des opérations. démocratie

## IV. Comment vous organisez la production ?

**Tout le monde ne peut quand même pas faire n'importe quoi !**

Il n'a jamais été et ne sera jamais possible, sous aucun régime, de faire « n'importe quoi », ne serait-ce que vous n'avez pas l'âge, le genre, la taille, le savoir-faire ! Quel que soit le régime, les techniques, les machines, l'instruction, améliorent constamment l'accès de tous, et des filles, par exemple, à la plupart des tâches ou professions.

La possibilité de cet accès est reçue comme un élément de liberté. Sauf en période de chômage, où elle est la première et la plus douloureuse conséquence de la perte d'emploi, quasi-

ment avant la baisse des revenus. Il faut alors chercher de nouvelles « formations », qui vous spécialisent, vous enferment à nouveau dans une autre branche d'activités.

L'objection soulève un problème constamment refoulé, celui de la division du travail, de son organisation, que nous proposons de voir sous l'angle du « partage des initiatives » - ou *des expériences*, nous y reviendrons.

L'abolition de la monnaie permet d'engager à ce sujet des pratiques autrement fécondes que celles auxquelles nous sommes voués aujourd'hui.

Citons-en seulement deux.

La première concerne ce qu'on appelle « la formation » des usagers, en phase avec ce que nous avons évoqué en parlant de butinage ou papillonnage. La seconde touche à la « raison » de produire ceci plutôt que cela, la raison d'usage, la logique des usages, de leurs contraintes et des inventions matérielles ou culturelles qui les gèrent.

L'abolition de la monnaie rompt avec une démocratie où les usagers sont privés de la maîtrise de leurs usages puisque c'est la rentabilité qui décide et que cette maîtrise y est pratiquement réduite à celle des dépenses, traduites en termes monétaires, plaisir compris. Une traduction qui rend indifférent à l'emploi des ressources humaines et naturelles quand celles-ci « ne coûtent rien » (comme « les indigènes » coloniaux, l'air, l'eau, le vivant).

*Aujourd'hui déjà, nous tenons nos gratifications les plus fortes de réussir quelque chose que nous n'avions encore jamais fait ou de le faire en introduisant des procédures nouvelles. La circulation de l'argent a creusé de véritables tranchées, où il n'y a que « ça » à faire parce que le profit que « ça » fait apporte une sorte de protection. Jusqu'à ce que les profits manquent... Dans nos tranchées, nous surveillons jalousement les autres et les canardons sans pitié pour peu qu'ils réussissent monétairement mieux que nous ou proposent des techniques qui réduisent le temps de travail ou des rentes de situation.*

*Abolissez l'argent, fini la guerre de tranchées. L'échange est libéré de l'argent qu'il faut pour échanger. Je peux parler à n'importe qui sans devoir savoir s'il « vaut » monétairement et hiérarchiquement plus ou moins que moi. Nous pouvons découvrir à tout moment, en nous comme chez les autres, des capacités, intellectuelles, physiques, culturelles, que nous allons dépenser, éprouver, sans devoir compter, introduire, des considérations étrangères à ce qui est en jeu - la solution des contraintes primaires ou secondaires, celles induites par les débuts de solution. La notion même de dépense prend un tout autre sens.*

formation des usagers. papillonnage. démocratie participative. gaspillage

### **Comment vous organisez la production ?**

Non plus à partir des profits mais de la motivation des usagers pour les usages qui leur semblent les mieux adaptés et dont ils tirent leur identité. Voilà pour le principe, mais ça reste encore vague.

Ce que nous « faisons », à titre personnel ou collectif, les productions auxquelles nous participons, directement ou non, sont liés à deux ensembles de conditions.

Le premier tient aux usages établis dans certains bassins d'usages, eux-mêmes divisés en bassins plus favorables que d'autres pour satisfaire la demande en fruits et légumes, en automobiles, en vêtements, chaussures... La spécialisation de certaines régions dans telle production est imposée par les profits monétaires supérieurs dus à la concentration agricole ou industrielle. Les profits monétaires étant abolis, une forte relocalisation des activités devient possible, qui jouera en faveur de la capacité de s'investir dans un nombre plus grand d'activités.

Ne plus être astreint à l'obligation de faire des profits monétaires sur un marché concurrentiel et aléatoire rend aux peuples leur liberté de manœuvre au niveau du choix de leurs usages. Cette

liberté de choix, la maîtrise de leurs usages par les usagers, choisir de « faire » ceci plutôt que cela - « la démocratie », en somme ! - ne peuvent pleinement exister que si on abolit l'argent, puisque c'est lui aujourd'hui qui commande dans le plus menu détail l'ensemble des opérations.

Le second ensemble relève non plus de la division des ressources par régions mais de la division des opérations ou du « travail ».

La division actuelle est affermée par le fait que certains postes, plus difficiles à occuper, sont mieux payés que d'autres. Les raisons pratiques et les gratifications que nous recevons de notre position de « divisés du travail » dépendent largement de notre position d'agents monétaires et de celle qu'occupaient déjà nos parents.

Dans une société sans argent, ce que nous appelons « organisation du travail », au plan géographique ou capacitaire, ne vise plus à faire apparaître, avant toute chose, des soldes monétaires positifs. Elle s'applique à la capacité de chaque usager de s'investir dans des activités très diverses. Elle l'y prépare dès son plus jeune âge par des moyens et enseignements libérés de la perspective du « combien ça rapporte ». L'organisation du travail vise à donner à chacun le maximum d'initiative, d'expérience(s), au singulier et au pluriel, fondées l'usage des ressources humaines et naturelles, exclusivement, et non plus des ressources en capital.

Dans une économie sans argent l'organisation du travail déboute de l'urgence, pour les entreprises, de s'adapter au marché monétaire, et, au plan politique, de la délégation de pouvoir à une classe dont le pouvoir s'arrête à gérer au mieux celui que donne l'argent, pour éviter les dégâts, les réparer ou en laisser commettre de nouveaux. Fini le temps où on pouvait traiter les usagers de la planète, humains et autres, et la planète elle-même, comme du matériau livré à des « coups » plus ou moins profitables en termes monétaires et qui livraient les usagers comme des cobayes à des expériences cupides.

*L'invention du « travailleur » date de l'exploitation massive des exilés de l'intérieur, chassés de la terre, et des artisans dont le rendement ne pouvait suivre celui de l'industrialisation. Elle date de la prise de conscience d'une condition commune, celle de salariés qui ne peuvent lutter contre des salaires injustes qu'à condition de s'unir. L'abolition de l'argent a pour conséquence immédiate celle du « travailleur » au sens de « travailleur salarié », « divisé du travail » jusqu'au dedans de lui-même.*

*L'idée qu'abolir le salaire abolisse « le travailleur » ne semble incongrue que dans la mesure où toute activité est identifiée à un « travail » (à l'origine du mot : un supplice), compensé, pour l'esclave, par l'obtention de nourriture et de logement, et pour « le travailleur » par celle d'un salaire.*

*En résumé : l'abolition du salariat abolit la gratification salariale. Mais elle autorise de goûter pleinement aux trois autres. Elle engrène sur une tout autre forme d'éducation. Elle renouvelle de fond en comble ce qu'on appelle « formation professionnelle ». Elle la coiffe de la capacité d'interroger des usages.*

☒ travailleur. éducation. formation professionnelle. capacités. usologie

### **Votre système exclut la concurrence ?**

La concurrence monétaire, oui ! Mais il déborde d'émulation !

La concurrence : de quoi joue-t-elle ? Des prix auxquelles elles vendent sur le marché ou du fait qu'elles y vont en séparément ? Quand on annonce une OPA (opération publique d'achat) on met en première ligne les « plans sociaux » qui les accompagnent, c'est-à-dire la réduction de « la variable d'ajustement » - le travail rémunéré. On ne voit pas qu'elles décloisonnent les entreprises d'une même filière. Abolir l'argent permet de décloisonner toutes les entreprises de toutes les filières sans pour autant conduire à des situations de monopole.

Abolir l'argent permet aussi de décloisonner les savoirs-faire. Aujourd'hui par exemple une mairie doit s'occuper de plein de services à la fois. Elle n'y arrive pas, ne serait-ce que parce

qu'il faudrait accroître le nombre des employés dans chaque service et même en gonflant ces différents services, l'absence de motivation particulière pour ce qu'ils font réduit leurs capacités. Supprimez l'embauche sur la base salariale : il faudra malgré tout faire face à des contraintes élémentaires, non plus sur la base du salariat, de la carotte et du bâton, mais d'un volontariat provisoire dont le motif premier ne sera pas de se dévouer mais d'éradiquer le retour inutilement contraignant de ce genre de contraintes, qui ne sévissent pas seulement dans les mairies. Si les volontaires, au départ, n'y connaissent rien, ils ne seront pas gênés d'appeler à l'aide, de demander conseil, ni de transmettre leur savoir-faire. De l'expérience, peu à peu, se déduiront des principes d'intervention et de modification applicables au même domaine et des domaines apparemment très différents.

Cordonner ces différentes expériences et leurs leçons s'imposera de soi-même, et ça n'aura d'ailleurs rien de nouveau, sauf que l'intérêt de l'activité, qui tient à la capacité des intervenants de l'aménager, de s'y investir avec succès, primera. D'autant plus que, dans les entreprises où ils apporteront ce qu'on n'osera plus appeler leur « force de travail », les ci-devant travailleurs ne viendront et ne resteront que s'ils s'y trouvent bien et s'ils sont convaincus de faire utile, sain, durable et beau. Ils voudront faire encore plus utile, plus sain, durable et beau, et ne se sentiront pas menacés à l'annonce de procédés qui vont dans ce sens.

*A l'intérieur d'une même entreprise, aujourd'hui le partage horizontal des savoirs et l'émulation sont entravés par la concurrence interne. Les concurrents se gardent de transmettre ou n'ont pas l'autorité suffisante pour pousser dans un sens qui leur semblerait plus favorable. Ils se défaussent sur le chef de service ou le patron. L'embauche de personnel bloque l'évolution des pratiques. Elles évoluent d'une manière contrainte, quand de nouvelles techniques viennent tout bouleverser. Abolir l'argent conduit à la fois à faire l'économie d'emplois dépourvus d'initiative et maximiser les services de ceux qui s'investiront dans la résolution d'un problème.*

*Quand un nouveau arrive, il « voit » plein de choses auxquelles les anciens se sont habitués. Dans une économie sans argent l'acuité de ce regard en sera encore renforcée. L'éducation n'aura plus pour objet de former des gens qui savent tout ce qu'il faut savoir sur une tête d'épingle et négligent ce qu'il y a à côté. La transversalité des opérations sera mise au premier plan pour mieux comprendre ce que certaines ont d'unique. Les usagers « papillonneront » d'une entreprise à l'autre pour suivre ce qui s'y fait, à quoi ils ont déjà prêté la main et les conseils.*

*Il faut aussi prendre en compte la relocalisation autorisée par l'abolition de la monnaie et que des contraintes assumées séparément dans des centres éloignés vont réapparaître en force. Leur résolution simultanée fouettera l'imagination. Les sociologues de l'organisation se sont récemment avisé d'observer le fonctionnement des PME (petites et moyennes entreprises, moins de 50 participants) et des TPE (très petites entreprises : moins de 10). Ils s'étonnent que ça marche, qu'il y ait moins de conflits et plus de rendement individuel... La transversalité des opérations et la capacité d'initiative y opèrent plus facilement, spontanément qu'ailleurs.*

□ transversalité, relocalisation

### ***Vous confondez le travail et l'école ?!!***

Tout ce que nous entreprenons à titre personnel ou collectif constitue aujourd'hui déjà un vaste atelier où les essais et erreurs, les succès et les échecs servent « d'école ». Cette école était jusqu'à présent avant tout celle du profit - et si le profit n'arrivait pas de notre vivant il était, comme pour les inventeurs ou les artistes, repoussé à plus tard.

En désurgence, le concept d'école (qui se conjugue avec celui d'expérience, au point qu'on peut les confondre) recouvre l'ensemble de la production sociale. Car que doit-on avant tout apprendre, « à l'école » dans son sens habituel ? Des savoirs-faire, en fonction des contraintes du moment, mais à savoir aussi « le faire » quand ces contraintes ont changé, ce qui ne manque jamais d'arriver ! A l'usage, le tout constitue une somme floue d'expériences dont l'emploi n'a rien d'automatique (« il y a de la marge »).

Les concepts d'école et d'expérience convergent dans la mise en observation de ce qui se fait là, inséparable de l'ouverture critique aux modifications.

Si l'écran des profits monétaires sur lequel tout vient s'inscrire est retiré, vous êtes libre de concentrer vos observations sur les conséquences humaines et environnementales des usages établis tels qu'ils sont repris en charge par diverses entreprises. De quoi ça fait usage, dans quel environnement, de quoi d'autre est-ce que ça pourrait faire usage, dans un autre environnement ou qui en créerait un autre...?

On peut imaginer que des « unités d'action » prendront en compte les ressources disponibles et leur usage, leurs usages croisés, pour en tirer le meilleur parti avec la possibilité d'interrompre l'expérience sans menacer tout un bassin d'emplois.

Le « meilleur parti » ne sera plus contrôlé par les profits monétaires, qui « vérifient » si l'expérience est juteuse et ne desserrent pas l'emprise des puissants. Il sera jugé à l'expérience que chaque projet « ouvre », et surtout au fait qu'on la maîtrise ou pas. Le seul « il faut » pensable en économie sans monnaie est le respect de cette ouverture et la capacité de suspendre l'expérience - son « jugement » - à tout moment et en tous lieux.

Qu'il s'agisse d'une fabrication, d'un service, d'une recherche, elle sera « décidée » à titre d'expérience et c'est l'expérience, son contrôle continu, qui décidera de la suite. L'expérience décidera là où elle a lieu. S'il faut arrêter, modifier, tout le monde pourra dire son mot et surveiller la suite avec le maximum d'humour, car il sera admis, partout, toujours, qu'on n'est jamais sûr de rien. Cette incertitude est, ne l'oublions jamais, le ressort premier de la maîtrise des usages.

□ données. éducation. usologie.

## V. Dans votre affaire, qui décide et de quoi ?

*Qu'est-ce que vous voulez dire par « c'est l'expérience qui décide » ou « qui doit décider » ?*

Dans les conditions actuelles, décideurs et décisions sont « décidés » et au final *abstraits*, le terme n'est pas trop fort, par les hiérarchies et les tâches induites par la condition monétaire. Nous avons beaucoup de mal aujourd'hui à distinguer entre le sujet et l'objet de la décision, entre *celui qui décide*, comme le salarié décide de la cadence de ses gestes, comme le chef d'entreprise décide d'un programme et l'électeur de prendre part à l'établissement d'une majorité, et *ce dont on décide*, « de quoi », préfiguré, formaté, dans tous les cas, par le cadre où « la décision » intervient : celui de la monétarisation de toute chose et des décisions adoptées à la majorité des voix.

*Attachons-nous donc modestement à ce qui dans une économie sans monnaie devient faisable. On peut l'aborder de deux façons complémentaires : au sujet du contrôle continu des opérations et de ce qui entre en jeu dans les opérations elles-mêmes.*

*Dans une économie où l'argent ne commande plus, ce que nous appelons « décisions » ne peuvent plus « être prises » ou « se prendre » de la même manière. Ce dont on « décide » n'a plus à voir avec un droit de vivre et d'entreprendre soumis aux profits monétaires.*

*Dans une économie sans argent, le fait que les ci-devant travailleurs ne participent à une entreprise qu'à condition d'être motivés par la perspective d'y avoir des initiatives, un contrôle des opérations en temps réel, plus de liberté matérielle et moins de dépenses, le « qui » et le « quoi » de la question doivent donc être examinés à nouveaux frais, comme nous avons commencé à le faire avec « le travailleur ».*

***Si ce n'est plus l'argent qui décide et contrôle, c'est ce qui le remplace ?  
Vos codes-barres ?!***

Les informations quantitatives soumises à l'usage de l'argent commandent intimement nos existences et la démocratie. Elles sont coiffées par les prix. Sous leur képi, qui les établit ? Comment sont-ils calculés ? Ils spéculent sur la rareté, réduisent n'importe quoi, n'importe qui, au « prix » qu'il vaut. Les codes-barres à l'inverse singularisent les articles. Ceux qui savent lire ces codes-barres, aujourd'hui déjà, sont attentifs au premier chiffre, qui indique le pays d'origine, et ils éliminent de leurs achats certains articles.

Les codes-barres sont la partie la plus visible d'une informatisation des données qui permettrait, moyennant le couplage aux nouvelles banques, des banques sans argent, des banques de données, de savoir en temps réel le volume des matériaux et de l'énergie employés, les risques de rupture d'approvisionnement, l'orientation données aux usages, via des achats qui aujourd'hui répondent avant tout aux exigences de profits.

Au lieu de les dénoncer, appropriez-vous-en plutôt l'usage !

Qui se plaint de savoir s'il y a un train à telle date et une place pour lui ? Des prévisions météo ? De la création assistée par ordinateur qui économise des matériaux, du temps, des efforts, des risques, fait apparaître de nouvelles capacités, des synergies ou des incompatibilité d'usages ? Dans une économie sans argent, les informaticiens n'auront plus à ruser avec la police multiforme des profits monétaires. Une police dont le fichage policier est la conséquence directe, mais qui fait le rapport ?

Les codes-barres pourraient déjà indexer les produits en fonction de leur compatibilité avec l'environnement, de leur renouvelabilité, de la pénibilité, des progrès en cours pour réduire l'emballage, la consommation d'énergie, de pollution, de recyclage.

*En tant qu'acheteur aussi bien qu'en tant qu'entrepreneur, la première chose que vous cherchez, c'est le prix que ça va se vendre ou coûter. Fabriquer des prix c'est faire allégeance au Marché. Et au mépris aussi. Car derrière le prix, on peut mettre n'importe quoi.*

*Comme beaucoup croient que le prix est un indice de qualité, les fabricants vendent donc souvent plus cher, et vous pouvez trouver leur article vendu du simple au double d'un magasin à l'autre. L'usage de l'argent entretient un climat de secret, de ruses, de mépris des clients jugés assez stupides pour être appâtés par un prix à 9,95. « La vérité des prix » est une usine à brouillard.*

❑ fichage policier. rareté. codes-barres

***Mais ce sont quand même des gens qui vont décider ? Comment ? Où ?***

Au sujet du « comment », « les gens » décideront en fonction de l'expérience que constitue toute entreprise. Nous l'avons toujours fait. Sauf que l'informatisation autorise aujourd'hui une utilisation et un contrôle continu et déconcentré des données et des résultats. Abolir l'argent changera les banques en banques de données. Elles feront leur profit d'informations sur des données matérielles et immatérielles qui n'étaient jusqu'ici prises en compte que si elles entraient dans le calcul des profits. Du fait que la concurrence marchande est abolie, toutes sortes de « croisements » auront lieu entre des entreprises qui répondent aux usages en vigueur ou en honneur dans certains bassins d'usages - culturels ou géographiques, peu importe ici. L'expérience et son contrôle en seront enrichis.

Au sujet du « qui » : l'abolition du salariat n'empêchera ni ne dispensera les usagers de s'investir dans des activités indispensables comme fabriquer des chaussures ou produire des fruits et légumes. Mais ils ne s'y investiront plus dans les mêmes conditions. Du fait qu'ils sont soumis à un salaire, quand les opérations sont mal organisées, ils le taisent, ils s'en arrangent, râlent, plaisantent et fayotent. Ni les informations pourtant utiles, ni les râleries ne remontent jusqu'à la direction, qui crée des emplois tout exprès pour le savoir et convaincre les employés

d'oublier leurs frustrations et les persuader qu'ils sont importants-courageux, ô combien, mais là où ils sont et en tant qu'exécutants.

Venons-en au « où ». Les décisions auront lieu comme à présent, là où l'expérience a lieu, là où elle se construit, où des « plaques » d'activités se constituent, se jouxtent, se superposent, à ceci près que la façon dont ces plaques jouent entre elles, localement ou à l'échelle mondiale, ne sera plus commandé, géné, par des considérations de profits, de concurrence monétaire et de pouvoir monnayé, celui-là, en bulletins de vote.

*Dans une économie sans argent, les savoirs-faire, leur acquisition, leurs effectivité, les usages qu'ils honorent, l'invention de nouveaux usages, la critique permanente et la réflexion au sujet des usages que nous faisons des contraintes de base, manger, communiquer, organiser... - deviennent le « lieu » privilégié et déconcentré des « décisions ». On ne cesse d'y apprendre. On peut donc identifier cet ensemble à « une école ». Elle remplace les parlements et leurs élus coupés du terrain.*

### **Mais comment mettre tout le monde d'accord ?**

Est-ce qu'on y arrive dans une société fondée sur les profits monétaires ? Si « oui », admettez que c'est un drôle d'accord, fondé une fois de plus sur la loi du plus fort, du plus fort en suffrages, comme si le nombre de voix obtenues prouvait la qualité du projet et de ceux qui font des promesses qu'aucune loi ne les oblige à tenir.

Dans une économie fondée sur les ressources il ne s'agit plus « d'accord » ou « pas d'accord », qui impliquent la sujexion à un pouvoir extérieur, celui de l'argent, imposé par l'oligarchie et les élus qui lui font allégeance. Il s'agit de « faisable ou pas » et du contrôle continu, transparent, de l'usage des ressources. Le verrouillage par l'argent ayant sauté, l'expérience en est du même coup libérée. Fin des entreprises lancées en force, sans calculer leur impact écologique et social. Contrôle continu des usages. Réserve et modestie.

La perspective d'abolir l'argent ne peut faire l'économie d'un débat sur l'abolition des décisions prises à la majorité des voix. Décider à la majorité introduit en effet des éléments pervers dans le déroulement des opérations. Abolir la monnaie permet de les éviter. Coupler les deux abolitions semble donc logique.

*Le nombre est le marc de café des Temps modernes. Penser en termes de majorité, comme penser en termes monétaires, coiffe la violence physique par celle du chiffre. « La raison du plus fort » est encore plus forte quand elle a été votée. Sa police, son armée, ses prisons, en sont légitimées.*

*Dans une société régie par l'argent, toute mini ou macro décision est jugée à la façon dont elle s'accorde de l'obligation de faire croître les profits monétaires. L'insécurité des ressources alimentaires ou matérielles est accrue par la spéculation sur les prix.*

*Dans la perspective où l'argent a été aboli son critère ne joue plus pour décider ni pour hiérarchiser les sphères de décisions en sphère privée, grande consommatrice d'alcool moral, et sphères responsables, qui forcent elles aussi sur la moraline pour justifier la bonne marche du crédit, l'apurement des dettes, la raison d'Etat.*

*Vous n'« emporterez » plus une décision comme on emporte un objet payé. L'informatisation des données et des croisements usologiques offre à tous et objectivement une image de la situation, là encore : si les décisions sont prises à la majorité, et même pour des durées très brèves, on devra les boire jusqu'à la lie, avec pour effet d'en prendre ensuite l'exact contre-pied, d'où des jeux de balancier coûteux, émotionnellement et matériellement.*

*Dans le cas où les décisions ne sont plus prises à la majorité, la transparence des informations, via l'informatisation des données, rend aux participants les pleins et entiers contrôle et inventivité de leurs actes, avec d'autant plus de liberté sur leurs effets qu'ils sont sous*

*contrôle permanent. Les partenaires sont et restent des partenaires, dans un exercice d'équilibre où personne n'a raison et ne peut imposer son opinion par quelque moyen que ce soit, la force pure, persuasive, la séduction, le lobbying... Comment ça s'organise... ? Nous y reviendrons à propos de la transition.*

□ majoritarisme. croisements usologiques

### **Et maintenant... à nous de poser des questions !**

***Comment les candidats aux élections comptent-ils rendre effectives les « mesures » qu'ils disent vouloir prendre contre***

le financement des partis
l'usage des drogues
la corruption
les rétro-commissions
les paradis fiscaux
l'aggravation de la dette publique
la déchéance du service public
celle de la recherche fondamentale
le non-remplement des enseignants...
des fonctionnaires...
le recul de la langue française
le trou de la Sécu
la pression des laboratoires médicaux
les OGM
l'insécurité,
les mafias
la prostitution...

***Comment,  
s'ils conservent le cadre monétaire  
qui crée et entretient en permanence  
les effets qu'ils dénoncent ?***

\*

# **un sociotope sans argent**

## **ARGUMENTAIRE**

### **DEUXIEME TIROIR LA TRANSITION**

Les objections « spontanées » réunies dans le premier tiroir mettaient directement en question la faisabilité d'une société qui abolirait l'usage et donc le pouvoir de l'argent. Celles classées dans le second s'attachent plus précisément aux modalités de la transition. Elles s'ordonnent autour des trois mêmes soucis :

*Qu'est-ce qui peut provoquer à changer de modèle ?*

*Comment opérer techniquement.* Comment échanger si on ne dispose pas d'un instrument d'évaluation ? Quelles incidences l'abolition de la monnaie a-t-elle sur la justice, la direction des entreprises, l'éducation ?

*Quelles orientations prendre dès le départ ?*

Choisies et traitées dans la perspective de la transition, elles ont provoqué des réponses et commentaires qui approfondissent la problématique générale de la désargence et préparent à dégager les options de fond qui font l'objet du troisième tiroir.

\*VI. Abolir les profits monétaires exige-t-il d'abolir l'argent ?

Distributisme I et II p.27

VII. En pleine crise, la désargence est-elle envisageable ?

La désargence : par étapes, par Etats ou mondialement ? p.30

L'histoire et ses leçons p.31

Comment faire l'import-export sans argent ? p.32

Une autre conception du crédit p.33

\*VIII. Modèles ou modules directeurs

Pas de boucs émissaires. p.36

Comment réconcilier opprimés et oppresseurs ? p.36

Que faites-vous des prisonniers ? Et les immigrés ? p.37

Le cœur de métier p.39

\*IX. La transition au quotidien

Le premier jour... p.42

\*X. L'avènement politique du sociotope réel

Comment éviter d'officialiser les responsables ? p.44

Quelle forme donner à l'Etat ? p.45

Transition mentale ou technique ? p.46

*TRAVAUX PRATIQUES* p.47

## VI. Fonder l'économie sur les ressources exige-t-il d'abolir l'argent ?

*Une fois compris que l'obligation d'opérer des profits monétaires ruine la solidarité et la planète, qu'elle est responsable de crises cycliques, etc., la seule question qui vaille est : de ces profits-là, comment se passer ? Mais l'Economie distributive<sup>□</sup>, dont PROSPER a rappelé et adopté la thèse centrale, a déjà montré comment : en re-fondant directement l'économie sur les ressources réelles. Alors pourquoi abolir l'argent ? Il reste indispensable pour évaluer et échanger ! En période de crise comme à froid, si vous voulez vraiment en finir avec le capitalisme, le libéralisme, la financiarisation, proposer d'abolir l'argent est un luxe inutile et suicidaire : personne n'y est prêt, vous bloquez la sortie.*

Merci de vous souvenir des efforts de **PROSPER** pour sortir l'Economie distributive de l'oubli<sup>□</sup>. Mais cet oubli s'explique ! A peine avez-vous rappelé ses principes et son histoire, vous suscitez un refus massif, quand ce n'est pas de la haine. Pourquoi ?

L'économie distributive - ou distributisme - s'expose aux objections élémentaires soulevées par toutes les innovations - trop beau pour être vrai, la nature humaine, etc. Mais elle demande, surtout, de longues explications au sujet de la création monétaire, une pratique pourtant courante mais à laquelle on a du mal à croire. Et quand enfin on a compris, on en conclut que c'est un truc « économique », pour spécialistes.

Mentalement, donc, la transition par le distributisme historique n'est pas plus facile à admettre que le passage direct à un monde sans argent. Et à partir du moment où vous savez que d'argent, aujourd'hui, on peut se passer, inutile d'expliquer comment il se crée et « fonctionne ».

Le principe de la désargence se comprend en quelques mots. Se passer d'argent est plus facile à imaginer que d'où viendra le nouvel argent et comment on fait pour l'annuler au moment de la transaction. La description des deux circuits est accessible à tous. Faites l'essai. Sans avoir jamais posément réfléchi à tout ce qui se passe en amont du laser qui lit les codes-barres, n'importe qui constate que ça marche.

Par ailleurs, quand on s'intéresse, comme **PROSPER** l'a fait, au distributisme dans sa version « historique », avec argent donc, on peut difficilement laisser passer des choses comme le « service social » ou « contrat civique », qui met les travailleurs sous surveillance. Il serait malhonnête de notre part de ne pas signaler la planification d'Etat et son accumulation de bureaux, et donc la perspective d'un Politburo. Les décisions prises par une classe politique indépendante agitée par les enjeux de pouvoir sont des choses d'un autre âge. Vous aurez beau dégager tous les avantages que le nouveau modèles apporte. Le risque de soviétisme reste sérieux et primordial.

Mettre en place la création monétaire sans intérêts, le chiffrage monétaire de l'ensemble de la production et des ressources, annuler l'argent au moment du passage en caisse, planifier la production, n'est pas plus difficile que de passer à l'euro. Mais il faut bien voir que si le distributisme « historique » était aujourd'hui appliqué, il se servirait des techniques qui sont celles d'aujourd'hui : informatisation des données, codes-barres. La gestion des stocks fonctionne déjà partout avec.

---

<sup>□</sup> Voir dans *PROSPERDIS.ORG* les pages consacrées à l'histoire de ce mouvement, né après la crise de 29, dans la partie 3 du Sommaire : *Le distributisme, principes, histoire, avenir*.

Brièvement : En économie distributive l'argent est émis sans intérêt, en proportion des produits et services créés ou à créer pendant une certaine période. Il est distribué aux usagers qui peuvent donc acheter tout ce qu'ils ont produit en fonction de leurs « besoins » et non des profits qu'il faut en faire sur un marché concurrentiel et aléatoire. Il s'annule au moment de l'achat. On ne peut donc pas l'accumuler. Il est « anticapitaliste par construction ».

Plaquer là-dessus l'usage d'une monnaie, même aussi géniale que la monnaie distributiste, c'est comme accoler un moteur de formule 1 à un cheval pour tirer la charrette pourrie des prix. Nous irons plus vite et plus neuf - en obligeant tout le monde à inventer, s'inventer, sur le même pied ou presque - en coupant tout de suite le circuit des prix et en ne laissant que celui du renouvellement.

Plus grave... Le fait que l'économie distributive conserve une monnaie semble faciliter sa mise en œuvre. Supposons qu'on offre le choix aux électeurs.

Un parti porte l'idée de revenus tous égaux. Adieu Mérite, adieu Carottes, adieu Bâtons ! Son radicalisme profite, en fait, aux tenants du changement par « les petits pas » sans lesquels il ne se passe rien. Est-ce que « les gens » vont suivre ? Pas si vite !

L'écart tolérable entre les revenus devient donc l'enjeu du débat électoral.

Cet écart était de 1 à 40 après la guerre. En Europe aujourd'hui il est de 1 à 400. « La gauche » proposera courageusement de 1 à 3, le 3 étant exceptionnel. « La droite » limitera l'écart de 1 à 20 avec dérogations possibles. « Le centre » prêchera le cas par cas...

Imaginons que les partis pro-monnaie se mettent astucieusement d'accord pour fixer un maximum à 100% et une hiérarchie de 50 à 100. La vie de certains usagers vaudra quand même deux fois plus cher que d'autres. Les usagers qui auront les revenus les plus élevés auront dans les faits, sans aucun mandat, un pouvoir de décision supérieur, car ils induiront des produits et services qu'ils seront les premiers à pouvoir acheter et leur mode de vie servira de modèle aux usagers de base. Les programmes des partis en tiendront compte pour promettre aux « petits » les avantages dont jouissent déjà les plus riches.

La démocratisation matérielle continuera d'opérer de haut en bas et poursuivra ses ravages.

*Et qui décidera du 50, du 60 ou du 100 qui seront attribués ? Et « des augmentations » ? Sur quels critères ? Sur « le fait » que certaines activités sont essentielles à l'économie, qu'elles sont pénibles, demandent des études longues ? Ce genre de considérations reconduira la spécialisation des citoyens essentiels à la production. On ne le néglige que trop : la distribution de revenus inégaux fonde l'investissement personnel sur une motivation tout autre que celle qui conduit à participer à une expérience. On continuera de se défausser des tâches pénibles sur ceux qui veulent bien les faire et dès lors pourquoi les supprimer ? Aucun changement profond à attendre, sur ce point, par rapport à ce qui se passe aujourd'hui.*

*L'abolition des profits monétaires toute seule modifiera certes beaucoup nos rapports avec l'environnement. Les distributistes historiques n'y avaient pas pensé, parce que la planète à l'époque ne comptait encore qu'à peine quatre milliards d'usagers. Rappeler l'existence de l'économie distributive, sur ce point, arrive donc au bon moment, et PROSPER a donc essayé d'en faire la promotion en milieu écolo où le parti vert ne voit toujours pas plus loin que les nouveaux profits monétaires à retirer des techniques « vertes ».*

*En économie distributive classique, il est entendu que les soins de santé et à la personne sont gratuits, gratuits les transports, les fluides eau-gaz-électricité, gratuite l'éducation.*

*Imaginons les deux cas. Avec hiérarchie des revenus et sans.*

*Dans le premier, les riches feront de leurs revenus ce qu'en ont fait les riches de tous les temps : ils les investiront dans des objets rares et des activités qui signaleront qu'ils ont l'argent. La monnaie qui s'annule au moment du passage en caisse leur servira à acheter les produits courants, mais ils en auront encore assez pour acheter plein de produits et services qui ne seront pas au programme ni à l'inventaire de « la production sociale ». Ils induiront donc une production parallèle qui fournira, à ceux qui ont les revenus les plus bas, le moyen de les compléter. On essaiera sans doute d'y mettre bon ordre en intégrant à la production sociale tout ce dont les hauts revenus ont le désir, mais là encore aucun changement profond : l'empreinte écologique sera proportionnelle à la largeur du revenu.*

*Dans le second cas (sans hiérarchie de revenus) : les usagers économiseront malgré tout autant que possible leur revenu et avec leurs économies développeront toute une économie souterraine à travers laquelle certains fuiront les tâches restées obligatoires. Ils s'exposeront aux foudres de l'administration du « service social » et contribueront encore à démotiver les recherches pour modifier les conditions de travail - ou de défaussement. Sans compter les risques*

*de détournement de ressources (par le biais de « la coule » ou de « la perruque »). Des monnaies parallèles seront émises pour chiffrer « équitablement » les heures de travail hors service social. Elles reconduiront la marchandisation des usagers et les profits monétaires, qui, même non accumulables, ont tous les défauts des autres.*

*Pour couper court à ces manœuvres dégradantes (dont nous ne donnons ici qu'un aperçu) et sauver ce qui reste toujours valable dans l'économie distributive - abolir les profits monétaires, fonder l'économie directement sur les ressource - mieux vaut abolir l'argent.*

□ Marx. Gorz. *Egalité économique* de Jacques Duboin (1938). défaussement

## VII. En pleine crise, la désargence est-elle envisageable ?

En 89, en pleine déroute financière on a vu abolir la féodalité. La chute du tsarisme, en 1917 a eu lieu en pleine guerre. On a aussi vu surgir les révoltes « arabes » en pleine paix.

**2011-12 : Les gens un peu partout en Europe sont déjà dans la rue.  
Qu'est-ce que vous faites pour les convaincre qu'ils sont là pour abolir l'argent...?**

Ce que nous faisons en ce moment. Montrer les avantages qu'il y a à l'abolir et à surclasser le TINA de Mme Thatcher - *there is no alternative* - par une alternative originale et qui ne s'adosse pas, comme tant d'autres, aux barbelés de la finance. Montrer qu'elle est faisable, et que le jour A comme Abolition il suffit de couper le circuit des prix et de mettre tous les stocks dans le même pot.

*La réunion des infos sur les ressources et richesses connues créera un nouvel intérêt pour des ressources et richesses oubliées. Les effets négatifs de la mondialisation se dissoudront rapidement, puisque ce qu'ils ont de négatif est dû avant tout à la concurrence monétaire. Plein de ressources, négligées parce que ça revenait moins cher d'importer, vont pouvoir être à nouveau reconnues, et les savoir-faire locaux aussi.*

*Le but est de disposer partout des informations sur la quantité de produits disponibles, où ils sont, etc. On sait le faire depuis longtemps pour des produits particuliers comme les places de train ou de théâtre. Ce sera le travail des banques de données.*

*Un seul ou trois ou dix usagers qui auront une idée d'entreprise convoqueront les données sur un pupitre n'importe où, dans l'entreprise où ils exercent déjà ou dans n'importe quelle ex-banque de placement ou de finance.*

**PROSPER** n'est pas le premier à proposer d'abolir l'argent. Mais « fonctionner sans argent » ne pouvait jusqu'à présent s'appliquer qu'à des cas exceptionnels : celui de petites communautés vivant en autarcie ou en marge d'économies/sociétés qui fonctionnent sur la base d'échanges monétisés.

*L'informatisation des données apporte à cette idée une force de conviction toute neuve. Car elle est désormais partout. Mais partout au service de l'argent, qui l'empêche de donner toute sa mesure, un peu comme la bourgeoisie dans sa condition vassale de la fin du XVIII<sup>e</sup>. Supprimez l'argent, le service tient debout tout seul.*

*Combien de crises et fausses révoltes faudra-t-il encore pour savoir que ce n'est pas la peine de descendre dans la rue si ce n'est pas pour abolir l'usage de l'argent ? Toutes les réformes, révoltes, se réfèrent à l'argent, l'argent mal gagné, injuste, qui manque, et quand on l'aura, l'aura « enfin »... Résultat : retour, un étage au-dessous plutôt qu'au-dessus, à la verticale de départ, comme dans un escalier en colimaçon.*

*« L'argent », on ne « l'aura » jamais. C'est lui qui commande, c'est lui qui nous « a ». Son usage superpose à la fois une nécessité et une addiction. Comme celui de l'alcool, censé donner des forces, et dont on finit par dépendre et mourir.*

*Faire la désargence à froid, comme on est passé à l'euro, serait évidemment préférable. Mais ceux qui sont le plus capables de le faire comptent aussi parmi ceux qui s'arrangent le*

*mieux de la situation actuelle. Ils ne se décideront à couper le circuit des prix qu'au moment où la crise les aura eux aussi jetés par terre.*

☒ informatisation des données. codes-barres

### ***Le passage à l'abolition de la monnaie, il faut le penser comment ? Par étape, par Etats, ou mondialement ?***

L'intérêt d'abolir l'argent concerne toute la planète. C'est donc sous sa forme mondiale, mondialisée, qu'il faut l'envisager, garantie par l'ONU, puisqu'il existe et qu'il faudra en inventer un autre si celui-là refuse. Mais « garanti par » ne veut pas dire « dirigé par ». Le but n'est pas un gouvernement mondial sur le modèle d'un Etat-Nation.

Penser la transition implique *aussi* de comprendre que ce genre de centralisme est devenu contre-productif et que l'informatisation des données, justement, permet de l'éviter.

*Les banques de données ne se contenteront pas de rassembler des infos sur des ressources déjà répertoriées. Elles vont aussi prendre en compte plein de ressources oubliées, piétinées, parce qu'elles ne faisaient pas de profits suffisants. On ne verra plus nourrir les cochons des Cévennes exclusivement avec du maïs importé quand la montagne croule sous les châtaignes.*

*Gérer informatiquement, nous le faisons déjà. Croiser les informations aussi : voyez les « mots-clé » qui ornent le bas de tous les articles de revue. Google, Amazon, en ont fait leur cœur de métier. Techniquement, tout est déjà en place.*

*La simulation par ordinateur traite aujourd'hui couramment les explosions atomiques, le carénage des bateaux, les profils d'ailes d'avion, les prévisions météo ! Les nouvelles conditions vont encore pousser la recherche. N'importe qui doit pouvoir avoir accès à toutes les informations nécessaires pour modifier ou créer des entreprises ou lancer de nouvelles expériences. Vous l'inscrivez dans la Constitution ! - si vous jugez utile d'en faire une.*

*Un des enjeux majeurs de l'abolition de l'argent est d'exercer UNE VIGILANCE ACCRUE au sujet des pertes sociales et matérielles. Aujourd'hui, il suffit de proposer quelque chose de moins cher pour qu'il soit pris en considération. Ce que ça coûte en aval et en amont n'est pas pris en compte, ou trop tard, sous la forme de décrets qui ralentissent un peu les dégâts et avec lesquels il est facile de ruser. Du fait de l'abolition de la concurrence, les entreprises pourront réunir leurs capacités et les croiser avec celles de « branches » différentes. Ces croisements auront des retombées sociales et environnementales considérables, dans des délais très brefs avec en prime une inventivité libérée. La transition en sera facilitée.*

*Complètement décentralisée, animée par plaques d'intérêts communs, d'usages relocalisés, la désargence étend à tous les entrepreneurs actuels et potentiels, toutes classes et origines confondues, une liberté d'entreprendre que l'obligation de faire des profits monétaires a toujours réduit à celle d'écraser les concurrents.*

☒ horizons politiques

***Vous parlez de crises périodiques... De l'histoire et de ses leçons...***

*Les leçons de l'histoire n'ont jamais jeté les usagers dans la rue. A supposer qu'ils la connaissent, « l'Histoire », à ce moment-là, n'a aucune prise sur leurs soucis.*

La désargence par contre en a une. L'instituer a l'avantage de faire repartir d'une manière rapide positive ce dont la machine économique est déjà capable et de prendre en compte à la fois la misère pour ainsi dire classique, les soucis qui tiennent au manque d'argent, et la misère écologique, qui, même si on s'en tenait à 1% de croissance monétaire seulement, insuffisante pour redistribuer des profits d'une manière qui diminue le chômage, nécessiterait au moins déjà deux ou trois planètes comme la nôtre à l'horizon 2050.

*Les crises du capitalisme tiennent au fait que périodiquement l'usage de l'argent, qui lui est consubstantiel, conduit dans le mur. La surproduction qui fait chuter les cours, ou la faiblesse de la croissance monétaire, l'apurement des dettes, le crédit raréfié ou consenti à des taux usuraires, empêchent l'économie réelle de fonctionner à pleine capacité.*

*Si donc vous voulez stopper la nouvelle crise et qu'elle n'en fasse pas une de plus, qui sera suivie d'une autre et d'une autre pendant lesquelles vous verrez dix ans durant des ressources humaines et matérielles interdites d'emploi parce que la mécanique du profit et du crédit s'est bloquée, IL FAUT d'urgence couper le circuit des prix.*

❑ leçons de l'histoire. Spinoza

**Tous les pays aujourd'hui dépendent du Marché mondial pour importer des produits essentiels pour leur survie et assurer des débouchés à leurs exportations.**

**Sans argent ce n'est plus possible !**

Cette interdépendance est actuellement liée à l'argent puisqu'il irrigue le marché. Mais poser cette forme de liaison en principe, poser qu'aucune autre forme de lien n'est possible, entérine la guerre économique, les rapports de force entre pays importateurs et exportateurs et entre les entreprises de chacun de ces pays. La désargence permet tout au contraire de fonder l'interdépendance sur la solidarité et non plus sur la concurrence.

Notre argumentation opère en trois temps.

Le premier consiste à retourner l'objection : car c'est l'interdépendance fondée sur l'argent qui n'est plus faisable !

Dans le cadre de l'usage de l'argent, la solution, pour pallier aux déficits en aliments, en énergie, en outils, en dispositifs sanitaires, est de produire de l'argent pour acheter ce dont on manque. C'est probablement à cette facilité technique (et mentale) de se défausser d'un manque quelconque en payant, que l'usage de l'argent doit sa contagion, considérée comme vertueuse. On attribue à la recherche des profits monétaires d'avoir poussé « le progrès ». Mais elle les a tout autant ralenties et a eu pour contrepartie des complications considérables comme le dépeuplement des zones agricoles, la pression exercée par le bas prix de ce qui vient de l'étranger sur les industries récentes et les procédés qui exigent beaucoup de main d'œuvre. Bref : la perte du droit de se nourrir et travailler « local ».

Au final on voit les pays riches « aider » les pays pauvres et donc entretenir, justifier, en l'exportant, LEUR PROPRE MAL-DEVELOPPEMENT, fait de gadgets et d'obsolescence accélérée.

C'est donc bien « avec » ou « à cause de l'argent » que « ce n'est plus possible ». La mainmise d'une économie destinée avant tout à produire de l'argent sur l'économie « réelle » n'est plus à démontrer. Ni ce qu'elle implique d'insécurité alimentaire, matérielle, sociale (l'emploi !), ou la façon dont elle accroît sans cesse l'écart entre riches et pauvres.

Deuxième temps : montrer les avantages d'une interdépendance sans argent.

Imaginons l'esprit des ressortissants de pays actuellement propriétaires de pétrole, de produits miniers, de terres rares, ou qui jouissent de conditions climatiques ou écologiques favorables ou exceptionnelles, s'ils ne doivent plus les voir à travers le prisme de l'Argent.

Ils verront ce que « faire de l'argent » leur a coûté en énergie, transports, ressources gâchées, indépendance perdue, démocratie réelle et j'en passe. Ils verront que l'argent que leurs Etats en ont tiré pour accélérer leur entrée dans « l'ère moderne » a accéléré l'épuisement des ressources dont ils étaient en principe propriétaires et la perte de leur identité. Il a permis de repousser toujours à plus tard les transformations de fond. Pour contrer les contestataires et faire taire les revendications que nous qualifions de démocratiques, les Pays Arabes, la Russie, l'Algérie, redistribuent à temps, plus ou moins largement, les profits tirés du pétrole.

Supposons que les pays riches en produits « rares » se rétractent tout à coup sur leur pré carré. En ce qui concerne les ressources comme le pétrole et le cuivre, l'usage qu'ils en font aura du mal à les épuiser ! Au-delà de cet usage, quelle utilité ont-elles pour eux ?

Reste à mettre au point un partage des richesses, mais sans regarder une fois de plus l'avenir dans le rétroviseur ou à la lumière de ce dont nous sommes (in)capables aujourd'hui. Pensons par exemple à ce que va devenir la recherche quand elle ne sera plus sélectionnée et poursuivie en fonction des profits monétaires. Elle deviendra le premier poste « d'emploi », dont le premier souci sera de faire en sorte que nombre de ressources et de comportements aujourd'hui indispensables ne le soient plus.

La dépendance vis à vis des ressources étrangères n'a rien de fatal. Dans la mesure où elle risque de se prolonger (car même si elle est provisoire on ne trouvera qu'à cet endroit-là le produit essentiel), l'abolition des échanges monétarisés fouettera la diversification des recherches et des formes de solidarité.

*La disjonction introduite par l'abolition de la monnaie entre propriété et responsabilité, que nous avons rapidement fait ressortir à propos du logement, revient ici en force. N'étant plus propriétaire mais responsables des ressources locales, et n'ayant plus à faire de profits monétaires à partir d'elles, la gestion des ressources minières ou écologiques devient l'affaire de tous et l'« aide au développement » autre chose que le nouvel habit de la colonisation.*

*En courte durée transitionnelle (trois ans), dans l'état de sous-équipement où un pays importateur a été laissé, le retrait immédiat des produits alimentaires et des machines qu'il importait semble exclu. On ne voit pas l'Europe produire des bananes, du café, du thé ou du cacao, des agrumes. Mais pourquoi n'en importera-t-elle plus ? Et des fraises d'Espagne, qui atteindront vite un niveau de qualité égal à celui du sud de la France s'il n'est plus nécessaire de les produire en masse pour les imposer ?*

*Attention aux fantasmes d'autarcie. Que le droit des peuples à se nourrir et s'outiller eux-mêmes ne soit plus basoué par l'argent et que les solutions locales soient partout poussées ne signifie pas que tout doive se faire d'une manière étroitement locale.*

*Il a toujours été difficile, et ceci bien avant l'industrialisation, de lancer une production et de les gérer avec un minimum de rationalité sans qu'elle déborde des besoins locaux. On ne voit pas pourquoi une région qui peut produire plus que ce dont elle a l'usage n'en ferait pas bénéficier les autres, surtout si cette production est accompagnée de partages éducatifs qui permettront de faire pareil et mieux ailleurs, sans l'avoir comme volé.*

*Sorti des considérations monétaires, si vous faites mieux, tant mieux ! En désargence, la mondialisation, la concurrence, ne sont plus un enfer, un carcan. Vous pourrez mettre en avant la reconquête de la qualité tout en reconSIDérant les retombées environnementales des transports, de la production en masse, de l'introduction de nouveaux usages. Vous aurez à la fois la mondialisation positive et l'autarcie positive, tournée, celle-là, autant vers l'intérieur que l'extérieur et qui s'enrichit, comme une personne, de ses échanges avec les autres.*

Troisième temps : reconnaître que, bien que ralenti par le temps qu'il faut pour débloquer les crédits et générés par les susceptibilités diplomatiques, des rapports de solidarité œuvrent déjà lors de grandes catastrophes. Dans une économie sans argent, les ONG et autres organisations caritatives ne seront plus soupçonnées d'exploiter la misère.

Quand les ressources locales manqueront, ou vu l'urgence, les importations s'imposeront, comme toujours, mais sans être soumise aux profits monétaires. Ces manques seront vécus comme des défaites provisoires. Ils renouveleront l'esprit de solidarité, sans esprit de charité, et fouetteront la recherche.

solidarité, convivialité, recherche.

*Je reprends la question autrement...*

*S'il n'y a pas de profits monétaires à la clé, qu'est-ce qui peut obliger les pays qui ont des ressources en pétrole, en terres rares, en agrumes ou bananes, à les partager ?*

La question paraît concrète mais ne prend pas en compte l'évolution des choses dans le temps. Vous confondez les capacités de l'économie réelle avec l'obligation de faire des profits monétaires pour la faire marcher. Ces capacités sont utilisables par une tout autre économie ! C'est d'ailleurs précisément là qu'a germé l'idée de désargence !

Reprenez donc : pourquoi abolir l'argent obligerait-il les pays enrichis par leurs agrumes ou terres rares à stopper du jour au lendemain leur production ? N'est-ce pas plutôt l'usage de l'argent quand il manque ou quand les prix s'effondrent, qui constraint à instituer des limitations - des quotas ? Dans une économie sans argent, vous continuerez d'exporter mais n'y serez plus tenus pour des questions d'argent et le ferez dans un tout autre contexte, celui de la solidarité directe, chiffrée non plus sur la base de l'argent mais de ce qui est disponible, dont l'assiette sera élargie là où ça manque et réduite partout où c'est possible.

Pourquoi la désargence interdirait-elle d'importer ou d'exporter ? C'est tout le contraire ! Elle autorise la solidarité universelle ! Elle abolit la concurrence ! Vous n'aurez plus à craindre les transferts de technologie. Vous les accélérerez, les partagerez, les multiplierez, avec toutes les études d'impact dont nous sommes déjà capables et la possibilité d'arrêter à tout moment l'expérience sans ruiner quiconque.

Dans ce contexte, les clients, comme les fournisseurs, pourront s'interroger sur les raisons pour lesquelles les ressources et produits manufacturés des uns et des autres sont devenus absolument nécessaires, au point de se coloniser réciproquement, et positiver au maximum les effets induits par la relocalisation des activités. Cette recherche, ils pourront la faire sans attendre les capitaux. Il n'auront en vue que les profits sociaux et écologiques.

*Exemple : l'usage du pétrole. Il a cru en proportion de la concentration technologique qui s'est opérée du fait des avantages du moteur à explosion sur la machine à vapeur, et celui de la chimie - notamment dans les matières plastiques. L'usage du pétrole dans tous les domaines l'a rendu de plus en plus indispensable, il a poussé la technologie qui lui est liée et a donc encore facilité son extension. Les profits monétaires immédiats tirés des applications concrètes ont suspendu, sinon interdit, les recherches qui permettaient de s'en passer. Ils ont facilité la colonisation pétro-chimique, prélude à la colonisation politique.*

*Il a suffi d'annoncer un « pic » de la production de pétrole, et donc le tarissement de leurs profits, pour que les pétroliers sortent de leurs cartons ou accueillent favorablement d'autres façons de produire de l'énergie et des matériaux qui pourraient se substituer aux pétrole pour produire des plastiques. C'était bon pour leur image de marque... Tout en veillant, on s'en doute, à être les premiers sur le nouveau marché, à s'accaparer les nouveaux brevets..*

□ quotas, brevets

### **Comment concrètement passer des crédits-monnaie aux crédits-ressources ?**

Où est le problème ? Dans une économie fondée sur les profits, comme la nôtre, quelle est la première chose dont on s'inquiète quand on lance un produit ou un service ? C'est de savoir combien il y a d'X, Y ou Z, matériaux, énergie, travailleurs..., pour le faire, et la cadence à laquelle ils peuvent se renouveler ou être employés. C'est des ressources !

Il est déjà possible de savoir en temps réel la quantité de ressources matérielles et humaines disponibles. Aujourd'hui c'est pour spéculer sur leur rareté, demain ce sera pour les protéger. Vous irez à la banque chercher un « crédit-ressources », assorti de conditions d'emploi autrement sérieuses et vérifiables qu'un crédit monnaie.

La première idée qui vient : attribuer des bons comme dans toutes les administrations. On peut toujours, mais ce n'est plus le problème. Le problème du crédit, en désargence, c'est d'abord celui que les acteurs sociaux peuvent faire aux expériences entreprises à l'usine comme ailleurs : pour qu'ils y apportent leur concours, il va falloir qu'ils y croient.

Les ressources humaines et matérielles dont nous pourrions disposer aujourd'hui ne vont pas s'évanouir du fait que l'argent aura disparu ! Elles réapparaîtront au contraire dans des proportions inimaginables, du fait du retour des chômeurs sur la scène productive et de la réduction du nombre d'objets monétairement juteux qui bouffent la planète et distraient leurs usagers de leur misère matérielle et morale.

Dans le cadre des revendications de décroissance, ce tableau devrait donc séduire, mais il reste encore superficiel. L'abolition de l'argent modifie les choses en profondeur : du fait que la notion de crédit s'applique exclusivement aux ressources, une autre approche se dessine, l'approche « usologique », sur laquelle nous reviendrons. Celle d'usagers en prise avec des usages auxquels ils « croient » au point d'engager de l'investissement humain et des dépenses de matériaux, d'énergie, de ressources naturelles.

Dans une économie fondée sur les profits monétaires, si vous avez l'argent vous importez les matières premières, fabriquez en nombre et vendez moins cher. La pénibilité des tâches n'entre pas ou très peu en jeu : il suffit de payer le travail, de l'acheter moins cher ailleurs ou d'importer « du plombier polonais » (avant c'était du terrassier algérien).

Dans une économie fondée sur les profits, même les droits de polluer s'achètent ! Tout ce qui fait du profit est faisable. Dans une économie fondée sur les ressources, l'offre et la demande réglées par les prix ne jouent plus. Jouent à plein par contre, le temps, la peine des travailleurs, les difficultés rencontrées pour extraire les ressources et produire des richesses, les « retours » écologiques et usologiques.

La transition va rompre avec le système actuel, où chacun se défausse sur les petites mains, les spécialistes, les bassins d'emplois spécialisés dans la réponse aux usages établis. Les travailleurs impliqués, aujourd'hui contraints et forcés par le salariat d'accepter des tâches dégradantes et répétitives, auront cette fois les moyens de refuser. Dans une économie sans monnaie, impossible de se défausser sur des larbins. Mais il faut faire attention de ne pas se défausser non plus sur des spécialistes qui un jour pourraient jouer les indispensables.

*Il y a comme un point aveugle de la pensée écologiste. Elle vise le traitement infligé à la planète et passe à côté de celui infligé aux ressources humaines. Dans une économie sans argent, l'acceptabilité de faire ceci ou cela ne se limitera plus aux incidences écologiques, à la façon dont le traitement des « entrants » biologiques et physiques injurie ou non le milieu, du fait des pollutions et déchets qui lui sont associés. Elle s'étendra à la façon dont sont injuriés les usagers chargés de leur traitement - conditions de travail, pénibilité. Elle prendra en compte la capacité des usagers de proposer et d'intervenir tout au long du processus de production, dont ils contrôleront l'expérience en temps réel.*

*Aujourd'hui déjà, les conditions de travail, les pollutions, font l'objet d'une surveillance. Mais chacun peut constater qu'elle a de gros trous. Et plus grave, mais personne ne semble s'en inquiéter, elle fait intervenir des fonctionnaires extérieurs à l'entreprise, identifiés à des agents de police. Elle est assortie d'amendes et de « droits » à polluer. Pourquoi pas des droits à l'incivilité ou l'assassinat ?*

*Dans une société où produits et services sont libérés des profits monétaires qu'ils génèrent, les usagers ne s'investiront dans une entreprise que dans la mesure où ils sont convaincus d'avoir l'usage de ce qu'ils font, où, encore une fois, « ils y croient » - ou se préparent à en faire l'expérience, en commençant par le commencement : en mettant la main à la pâte.*

*Le crédit qu'ils porteront aux entreprises auxquelles ils participeront sera abondé - c'est d'ailleurs déjà le cas aujourd'hui, dans les limites que nous avons dites - par le sentiment de la qualité des produits et services qu'ils permettent d'offrir. Ils pourront y faire preuve d'exigences toujours plus poussées.*

*Il sera abondé par ce que l'entreprise leur apporte à titre personnel, qu'ils ressentent à travers la possibilité qu'ils ont de donner ce dont ils sont capables de faire et de faire encore mieux, ou autrement qu'ils l'ont jamais fait.*

*Il sera abondé par la capacité réelle qu'ils ont de contrôler les risques qu'ils prennent, de conduire les opérations comme des expériences qui peuvent à tout moment être suspendues. ☐ bons, défaussement, spécialistes.*

### ***Une vaste désorganisation en vue...***

Réorganisation, plutôt, non plus autour de « Combien ça coûte, combien ça rapporte » mais de « Est-ce qu'il y en a, où, combien, comment renouveler ? » et surtout « Quel usage en avons-nous, faut-il le reconduire ? ». Des questions qui modifient de fond en comble la conception du politique ou de la démocratie et les exercent à la base la plus basique.

Techniquement, la réorganisation n'a rien d'effrayant. Mentalement, pour des cerveaux construits comme les nôtres, c'est plus difficile, comme le montre le sentiment d'« évidence » qui sous-tend vos objections.

*Tous les jours de vastes désorganisations ont lieu du fait qu'on passe d'une technique à une autre parce que la suivante rapporte davantage, et ceci sans nous demander la permission. Passage à l'euro... Passage de l'analogique au numérique... Changement dans les façons de comptabiliser qui ont rendu les entreprises aussi comestibles que des petits pains parce qu'elles font figurer les actifs au prix du marché. « Bâle » 1, 2, 3, Iso 26000, vous suivez...?*

*« L'organisation » actuelle, l'organisation monnayée, est simple à comprendre et ses solutions directes. Les famines qu'elle induit, par exemple, sont solubles dans le déblocage des crédits nécessaires pour faire venir d'ailleurs la nourriture, payer les terroristes locaux pour qu'ils ne gênent pas la distribution et sucer les ONG au passage. Quand l'ONU menace de lancer un programme pour prévenir - plutôt que guérir - les maladies les plus courantes, les laboratoires le font reculer, au motif que cette prévention les ruinerait !*

❑ évidences

### ***...Pour que ce soit moins effrayant, vous faites quoi ?***

Montrer que beaucoup de choses vont déjà dans le sens que nous souhaitons. Nous en tenir fermement aux conditions de faisabilité d'une sortie de l'impasse. Imaginer des modèles ou modules qui entrent en phase avec le projet d'abolir la monnaie. Des modèles qui résistent à tout ce qui peut ralentir l'élan, l'enthousiasme, de la transition !

## **VIII. Modèles et modules directeurs**

### ***Parmi ces modules ou modèles, lequel vous mettez en premier ?***

Celui d'en finir avec les boucs émissaires ! Arrêtons de nous cacher derrière ! Derrière « les » capitalistes ou « les pauvres » donnés pour responsables de leur malheur. Ecoutez gémir contre « les profits » (et la « pwofitation », pour faire honneur au créole). A qui la faute ? Aux profiteurs ! Mais si ceux qui les dénoncent devaient tout à coup les remplacer aux commandes, ils seraient à leur tour soumis à l'obligation de faire des bénéfices monétaires et bonjour la corruption, maladie infantile de tous les faux changements de régime.

La désargence a le rare avantage de pouvoir unir dans un sursaut d'inventivité des perdants qui n'ont plus rien à perdre et des gagnants qui risquent à tout moment de tout perdre du fait des aléas systémiques. Le frelon et l'abeille sont aujourd'hui bloqués par la même vitre, celle de l'argent. Pour le frelon comme pour l'abeille, deux tropismes se mélangeant : celui de faire le mieux possible dans les conditions qui leur sont imposées et celui de l'argent qui devrait y aider - et au final en empêche. Abolir l'argent fait crédit à la solidarité universelle.

*Nous apportons tous notre force de travail à l'économie monétaire. Et pour cause : elle est actuellement la seule qui existe. Toutes les autres lui sont adossées. Nous en avons besoin pour vivre, comme de n'importe quel milieu ! Elle est devenue notre milieu. Une minuscule minorité*

*tire mieux que les autres son épingle du jeu mais navigue au jugé, tout comme la majorité qui place ses sous ici ou là ou participe à l'économie souterraine pour arrondir ses allocations.*

*Réclamer « une redistribution plus juste » conduit à désigner comme boucs émissaires ceux qui la retardent ou la refusent. C'est entériner l'idée qu'il doit y avoir des riches et des pauvres, que c'est un fait quasiment racial, et que la richesse et la pauvreté signent le mérite.*

*Le scandale des revenus déliants est-il un argument ?*

*Le sentiment d'injustice ne doit pas se tromper de cible : c'est le système de l'argent, injuste par construction, qu'il faut abattre. Voir les choses à travers les injustices sociales les plus graves fait partie de l'erreur. Quand la bulle éclate, les conséquences sont de toute évidence plus douloureuses pour « les petits » que pour « les gros », qui se retournent plus facilement. Mais en permanence, les uns comme les autres doivent compter sur l'argent pour vivre, les profits monétaires dont tout le monde dépend.*

*On entend pester contre les profits. Mais que faire ? Grève des achats ? Dépenser moins ? Mieux... ? Taxer les profiteurs... ?*

*On en est encore, comme pendant la guerre, à attendre que « leur force mécanique » soit surclassée par une plus forte. Celle de « bons » profits, tout à coup devenus « bons » parce que leur croissance serait dirigée par un parti qui ferait oublier qu'ils sont monétaires et que leur redistribution lui sert de carotte et de bâton.*

□ redistribution. don

#### ***Comment vous faites pour réconcilier les opprimés avec leurs oppresseurs ?***

En montrant que nous sommes tous dans la même galère. Tous bloqués derrière la même vitre. Par la suite, l'engagement choisi, personnel, de tous les usagers dans la production, la disparition des hiérarchies indexées sur l'argent, les décisions prises « à l'expérience », faciliteront des croisements sociaux aujourd'hui impossibles.

La construction du nouveau paysage distraira vite de l'ancien. Quand un nouvel équilibre aura été établi, ceux qui auront survécu à l'ancien et les générations qui en auront entendu parler s'offriront autant de retours qu'ils voudront sur le passé pour savoir « comment on a pu faire ça » : créer des situations qui échappent à tout contrôle, des usages déliants, des usagers qui ne peuvent s'en désolidariser ou qui ajoutent encore au délire avec « des alternatives » adossées au système.

Les hommes ne font pas ce qu'ils font parce que c'est dans leur nature. Ils le font en fonction de leur environnement. C'est la leçon de toutes les paix ou pacifications, et elle va bien au-delà du pardon. Elles oublient ce que les gens « sont », ou « étaient », en réouvrant le crédit qu'on peut leur faire sur la base de nouvelles manières de faire.

*Les moyens utilisés anticipent l'image de la fin. La fin est une société aux rapports apaisés et en paix avec la planète. La paix sociale n'est pas soluble au moyen de l'argent, premier responsable de la guerre sociale. Nous sommes tous embarqués dans sa galère, qui distingue ceux du pont et ceux des rames, ceux du pont entre eux et ceux des rames entre eux, s'accusant mutuellement de leurs malheurs ou exigeant des autres d'être plus performants.*

*Une fois débarqués de ce véhicule d'un autre âge, il n'y a plus de raison de haïr « les dominants » ni d'enrégimenter « les dominés » dans des armées du travail. Vous tirez parti des ressources humaines et matérielles sans devoir les transformer en prix, salaires, profits, propriété, domination, angoisse et violence. Vous faites tout de suite ce qui serait déjà faisable aujourd'hui sans argent, avec les techniques dont nous disposons et les connaissances, les affects, les capacités de don maintenus sous le boisseau à tous les niveaux de la société.*

*Les temps semblent beaucoup favorables à la pacification sociale qu'il y a trente ans. La montée en force de la protestation répugne à casser. Le pouvoir en place sait qu'il se fait d'autant plus haïr qu'il emploie « les grands moyens ». On voit mal les gouvernements faire longtemps ce qu'ont fait les tyrannies arabes et qu'ils ont si vertueusement condamnées.*

*Pourquoi les déclarations d'anti-capitalisme n'ont-elles pas plus de succès, ou seulement dans des sphères restreintes, sensibles au populisme de la redistribution plus juste et de la vengeance ? Personne n'a envie de purges à la Pol Pot qui commenceront par les riches, les intellos, les écolos, et se prolongeront par tous ceux qui passeront, rétrospectivement, pour avoir été avantagés. Elles finiront en nouveaux bagnes de la productivité.*

☒ réconciliation. boucs émissaires. police.

### ***Le diable est dans les détails... Qu'est-ce que vous faites des prisonniers ?***

Que font-ils en prison ? Des boucs émissaires ! Leurs crimes et délits, quelle aubaine ! Ils justifient l'ordre établi. Plus il y en a plus ils prouvent le désordre et qu'il faut « visser ». On oublie dans leurs cachots ceux qui ont donné prétexte à une cérémonie dite « procès ». On s'en souvient opportunément pour assurer un surcroît de croissance dans les BTP.

Quel rapport, autre que celui de la vengeance, entre les souffrances causées par ceux qu'on incarcère et leur emprisonnement ? Et eux, de quoi se sont-ils vengés ?

L'argent institue la guerre de tous contre tous. Abolir l'argent abolit sa guerre, ses casernes productives, la prison dans laquelle il tient chacun de nous. Les casernes, les prisons sont la métaphore de notre société. En revendiquant des conditions « plus humaines » pour les prisonniers, ou une redistribution « plus juste », on entretient *le désordre établi*.

Bien évidemment, on ne peut pas fermer les prisons si on n'a pas préparé l'accueil de ceux qui y sont encore enfermés. Des associations déjà y travaillent, car à la sortie, ils trouvent quoi ? Des usagers qui, eux, n'ont jamais été physiquement enfermés, et qui pourtant sont tous les jours barrés de tous côtés par l'argent.

La nouvelle conjoncture mettra tous les usagers dans le même bain. Voilà à quoi il faut préparer : à plonger dans l'avenir au lieu de rêver de fauteuils « imités des anciens ».

*La souffrance des victimes de crimes et délits imputables à la condition monétaire, comme les vols et les escroqueries, prendra un caractère aussi anecdotique que pour les civils d'avoir perdu un membre dans un bombardement. « C'était du temps de la guerre de l'argent ».*

*Notez qu'en ce qui concerne les souffrances des victimes d'un chauffard, d'un escroc, des pédophiles et des violeurs, la prison les entretient plutôt qu'elle ne les apaise : la peine prononcée ne paraît jamais assez longue et entretient des fantasmes haineux de part et d'autre. Combien de « torts » ne seraient pas ressentis comme tels, ou en tout cas aussi vivement, s'ils ne mettaient pas l'argent en cause ?*

*La question de la peine de prison en déclenche d'autres. Parmi les premières sources de mépris, qui commandent le racisme, la xénophobie, est-ce qu'il n'y a pas l'argent ? La plus courante des punitions n'est-elle pas de manquer d'argent ?*

☒ Mounier. punir. Foucault. panoptique

### ***Autre détail et non des moindres : que faites-vous des immigrés ?***

Dans le problème des immigrés, il y en a au moins deux.

Le premier, celui des motifs pour lesquels ils ont émigré. On ne commet pas de grosse erreur en imputant cet exil à des raisons vitales, politiquement mal gérées sur place. Autres motifs politiques : les guerres locales incessantes, tontons macoutes et autres joyeusetés qui nous ramènent aux guerres de religion. Sous cet angle, « les » immigrés d'aujourd'hui font le même choix qu'en d'autres temps beaucoup d'Irlandais, Polonais, Italiens - ou protestants français partis en Suisse, Hollande ou Berlin. Ils sont eux aussi « en recherche politique » et s'ils débarquent avec d'autres critères, à nous d'être suffisamment convaincus des nôtres. C'est là que le bât blesse, car ils obligent les indigènes à défendre des principes dont ils savent que la projection sur le terrain est nulle ou laisse grandement à désirer.

La désargence offre aux natifs de tous les pays l'occasion de se réapproprier les ressources locales et d'éliminer les oligarchies et la corruption. Ceux qui ont lutté pour la décolonisation et contre l'appartéheid auraient obtenu plus vite et plus sûrement ce qu'ils en attendaient si, au lieu de traiter le colonisateur, l'homme blanc, en bouc émissaire, ils avaient gratté plus profond et proposé d'abolir l'argent. Une fois « libérés », ils se sont retrouvés dans la même situation que le Tiers-Etat après la Révolution française : elle avait aboli la féodalité juridique mais pas l'inféodation à l'argent. Les « classes montantes » du temps de la féodalité ont vite montré qu'elles étaient tout aussi capables que les nobles de tenir le haut du pavé en matière d'avantages, et de les défendre, quelle que soit la couleur du nouveau régime.

En changeant de pays le migrant ne fait souvent qu'avancer sa montre par rapport à ce qui se passe encore dans son pays. Les conditions qu'il trouve en arrivant seront celles auxquelles son pays sera soumis dans quelques années. Il n'en change pas fondamentalement, puisque ici comme là-bas ce sont les profits monétaires qui commandent. Sa mise et son comportement le distinguent de l'indigène européen comme le colon se distinguait de l'indigène africain. Dans les lieux où il est assigné à résidence, il forme des communautés où l'esprit de solidarité est nécessaire et encore vif et où il prend de l'élan pour jouer le seul jeu qui soit offert à tous : gagner de l'argent. Une ou deux générations plus tard, les immigrés sont « assimilés », ce qui veut dire qu'ils luttent comme les autres pour faire leur trou dans la condition monétaire.

D'excellents esprits pensent qu'un meilleur « développement » des pays pauvres cassera les flux migratoires vers les pays riches. C'est possible mais revient - je répète - à généraliser la condition monétaire. Ils ne se demandent pas si elle est acceptable pour les pays qui l'exportent. Ils en ont la religion, et même s'ils lui reconnaissent des ombres, parient qu'elles s'effaceront. Ils présentent donc l'évolution vers notre modèle comme normale, et de ce fait reculent le moment de penser, là-bas comme ici, à l'instauration d'un sociotope sans argent.

*Ces remarques vont dans le sens d'une abolition de l'argent étendue à la planète entière.*

*Imaginons qu'elle ait été accomplie. La circulation d'un pays à l'autre prend une tout autre allure. « Le tourisme » change d'objet. Il s'apparente à celui que pratiquaient les artistes à la Renaissance et qui se reproduit en partie déjà (un « déjà » de plus !) quand les étudiants circulent d'un pays à l'autre non pour voir mais pour faire.*

*Pour conclure sur ce point, la désargence fait plus encore qu'offrir aux usagers de tous les pays la liberté d'aller voir ailleurs. Elle y engage, pour le plus grand bénéfice de tous, puisque la concurrence n'a plus cours. Penser la transition implique de se préparer à ces migrations de partage authentique. En pratique elles ne mettent en œuvre rien de différent de ce à quoi il faut se préparer si l'investissement dans telle ou telle production, telle expérience, se fait sur le mode volontaire ou expérimental.*

Venons-en maintenant à « la question » des immigrés telle qu'on la pose « sur le terrain ». Celle qui sert à exciter les frustrations, l'électorat, à laquelle les indigènes que nous sommes, les « natifs », souvent depuis une génération à peine, sont le plus sensibles.

Cette question, en fait, est celle de l'arbre qui cache la forêt. « Les » immigrés, leur type physique, leur langue, leur culture, nous cachent que plein d'autres différences participent au sociotope. Car - en vrac : patrons, policiers, enseignants, passés-par-la-prison ou passés-par-l'armée, handicapés, femmes... - et pourquoi pas « les » hommes ! - font aussi « des différences », des communautés floues et qui parfois tout à coup cristallisent. Commençons plutôt par observer comment ces différences, plus ou moins marquées par l'usage de l'argent, traversent celles « des » riches et « des » pauvres, « des » banquiers et « des » SDF.

*« L'immigré » ne fait pas le même selon qu'il « est » riche ou pauvre, ni « le riche » selon qu'il a de l'argent à ne plus savoir quoi en faire ou vient juste de franchir un certain niveau et doit s'y maintenir. La situation d'immigré ou de riche relève aussi des sports de combat ! Quelle*

*que soit la culture d'origine ou locale, ceux qui y participent, qui s'y reconnaissent, pourront-ils du jour au lendemain se déconditionner des comportements et perspectives qu'ils ont connus sous le régime de l'argent ? Vont-ils se départir tout à coup de rythmes, de sensations, d'attentions, liées au versement d'un salaire, à la manipulation même de l'argent, à l'intuition que l'achat de tel objet dépasse leur budget ? Leurs témoins se déconditionneront-ils de l'image qu'ils ont gardé d'eux dans la situation précédente ?*

*Ces questions « hantent » tout effort de penser la transition vers la désargence comme elles ont hanté la sortie du colonialisme ou de l'apartheid. Elles ont hanté les lendemains de massacre et de guerre. Encore faut-il observer que les sorties précédentes conservaient l'usage de l'argent et ont donc largement raté pour cette raison même, qui laissait le contrôle de l'Etat à la discrétion des entreprises les plus profitables et qui générât la corruption.*

*Dans tous ces cas, l'idée directrice a été celle de la réconciliation. Ce sera également celui de la désargence. Mais « à la sortie », cette fois, ce qu'on a repéré et dénoncé sous le vocable de domination, les multiples défauts que l'usage de l'argent implique (sur ceux dont « c'est le métier », ou délégués, élus pour le faire, ou qui incarnent le négatif - la misère, la paresse ou la délinquance) sont exclus.*

*C'est le grand vide et c'est lui qui fait peur.*

□ Décolonisation. Droit de séjour

### ***You croyez que les banquiers vont se laisser faire ?!***

Poser la question à propos du banquier, représentatif des puissants du moment, réduit le problème de la transition à la résistance de ceux qui tirent le maximum d'avantages du système actuel et qui font donc d'excellents boucs émissaires.

Focalisez l'attention sur « le méchant banquier » néglige que la résistance à l'idée même de rompre avec l'argent est partagée par toutes les classes sociales, puisqu'elles n'ont jamais rien connu d'autre que l'argent. C'est notre cas, et il n'y a pas lieu d'en avoir honte.

La question de la résistance de quelques uns ou de tous à ce changement cache une réalité autrement sérieuse : celle de l'effet qu'aura l'abolition de l'argent sur l'exercice de toutes les activités, un effet qui changera du tout au tout, tout de suite, l'optique des usagers sur ce qu'ils faisaient quand ils allaient « au travail », sur ce à quoi ils apportaient leur force de travail.

Gardons bien en tête que l'abolition du salariat libère de l'obligation d'apporter sa force de travail à n'importe quoi pour avoir un salaire.

Retour au thème du « crédit » à visage humain. Ne seront « sauvées » que les activités qui présentent un intérêt personnel et collectif dans une certaine écologie d'usages, qui peut à tout moment être révisée non plus en raison de profits monétaires supérieurs mais pour des questions qui relèvent strictement de l'usologie, c'est-à-dire de l'objectivation de l'usage que nous faisons des ressources humaines et environnementales.

C'est pourquoi, parmi les modules à mettre en premier pour assurer la transition, il y a l'attention au « cœur de métier ». Prendre ce cœur de métier en compte cas par cas aidera la reconversion des grosses pointures du système et des petites aussi. Et surtout permettra d'en finir avec l'impasse actuelle, où les usages auxquels nous sacrifions notre temps et la planète sont décidés pour des raisons qui leur sont extérieures : les profits ou la délégation de pouvoir.

*Reprendons l'exemple du banquier. Ils font quoi, « les banquiers » ? A quel métier « les » a-t-on réduit ? C'est par le biais de l'argent, aujourd'hui, qu'ils font leur cœur de métier : faciliter la création et le maintien d'entreprises utiles à la collectivité. Dans une banque sans argent, ils pourront le faire sans devoir ramasser des intérêts au passage ni surveiller si les entreprises font bien des profits monétaires croissants, pour leur prêter un peu plus par la suite.*

*Et les enseignants ? A quel métier, eux aussi, les a-t-on réduit ? A sélectionner les cracks de l'échelle salariale. Pourquoi l'image de l'école, de la fac, se dégrade ? Parce que les diplômes ne*

*garantissent plus d'avoir même un salaire ! La désaffection des élèves, la désertion des classes s'expliquent : sous les notes il n'y a plus l'argent !*

*Une société sans argent permettra de naviguer aussi librement d'un ci-devant « emploi » à un autre que sur Internet. Le partage des savoirs, la recherche dans le savoir et savoir-faire, seront motivés pour de tout autres motifs que celui de briller dans un milieu artificiel, déterminé par les programmes scolaires.*

*Autre exemple. Si je « fais » balayeuse, est-ce seulement pour ramasser les détritus ou faire des trottoirs propres ? Mon cœur de métier n'est pas là ! Mon cœur de métier c'est de rendre les trottoirs aussi agréables à regarder que des visages. Il participe de la politesse que nous attendons des choses comme des personnes. Mes ustensiles et gestes de balayeuse votent pour ça, qui va plus loin qu'aucun programme de candidat n'ira jamais.*

*Les journaux, la radio, osent de plus en plus souvent rapporter des témoignages d'acteurs de l'économie - on n'ose plus dire « des professionnels » ou « gens de métier » - sur les difficultés qu'ils rencontrent, les absurdités qu'ils sont payés pour assurer. Mais dans les conditions actuelles, chacun dans sa tranchée s'arc-boute sur ce qu'il doit, par force, défendre, puisqu'il en tire sa survie. Il doit s'adapter à des « progrès » qui vont en sens inverse du bien commun mais que personne ne peut empêcher d'aller dans ce sens-là. Un sens qui a eu du sens tant qu'on a pu lui imputer l'accès partagé à l'instruction, l'eau, l'électricité, le déplacement rapide, mais qui s'est retourné contre tous ceux qui lui ont fait crédit, à commencer par les travailleurs qui acceptaient de souffrir pour des lendemains qui chantent.*

*Merci Ellul, Illich et Cie de nous l'avoir montré ! Mais dire l'inversion de sens qui s'est produite, la dénoncer, ne sert à rien si on n'invite pas, dans chaque branche d'activité, à s'interroger sur ce qui fait son « cœur de métier » et ce qui changerait s'il ne devait plus battre, ce cœur, et même s'emballer, pour du fric.*

*Toute la transition de l'argence à la désargence tient à la capacité de poser la question de ce qu'on fait et de la société qui se décide à travers ce qu'on fait.*

*La réponse à cette question préjuge de la démocratie qu'on veut, qui n'en fera jamais une aussi longtemps qu'elle sera asservie à l'obligation d'opérer des profits monétaires et aux manœuvres de la classe politique.*

*Cette capacité nous l'avons eu pendant la grève générale de 1968. Le bateau courant sur son erre, ceux qui travaillaient « en bas » sont montés sur le pont et ont trouvé chez certains commandants des oreilles complaisantes. Pourquoi on faisait ça, tout ça, à quoi ça menait ? Et si on s'y prenait autrement ? En filigrane : si on changeait les usages ?*

*On a touché au cœur de chaque métier et à travers lui au cœur de ce qu'on faisait en général, au cœur du métier d'humain : pourquoi sacrifier sa vie à faire des trucs pareils ?*

*Dans toutes les réunions on a « refait le monde » et constaté qu'il était doublement verrouillé : par le salariat et la délégation de pouvoir. Mais on n'avait pas les clés, et quand le gouvernement, avec un beau sérieux « démocratique », a sifflé la fin de la récré - le retour aux urnes, au funérarium populaire - tout le monde en a été plus ou moins lâchement soulagé.*

*Il y aurait donc, pour chacun, deux « cœurs de métier » à reconquérir ?  
Celui dont nous faisons métier, via un « travail » quelconque, et celui de citoyen...?*

La désargence n'en fait plus qu'un ou plutôt : elle achève de n'en faire plus qu'un.

Achèvre, car notre métier de citoyen nous l'exerçons déjà tous les jours à travers nos achats, ce que les écolos ont bien vu, et en allant au travail participer à l'effort de production collectif. Ceux qui sont privés de travail le ressentent très fort : du jour au lendemain ils deviennent « des citoyens de seconde zone ». Mais la première zone n'a rien de glorieux ! Ce que le chômeur ressent cache ou entérine l'enjeu usologique : le fait que les usages auxquels nous nous identifions, par force ou désir, font l'objet d'une marchandisation qui nous les impose.

*Au plan économique, la démocratie actuelle, fondée sur le salariat, est réduite aux acquets - comme on le dit de la communauté dans le cas le plus courant du mariage civil. Les travailleurs*

*n'ont pas ou guère le choix de leur engagement dans un travail, et ses éventuelles retombées « démocratiques », entendues au sens de démocratisation de l'accès par l'achat, pèsent peu quand elles ne sont pas tristement « vérifiées » par les comptes de bilan.*

*Au plan politique, c'est pire encore. La démocratie y est acquise aux voix, qui font, elles aussi, l'objet d'une marchandisation. Le choix des électeurs se porte sur des programmes formulés en termes généraux par ce que les partis auront trouvé de plus vendable, et au final la tête de l'élu et les chances de son parti sont déterminants.*

*« La démocratie » est aujourd'hui « vérifiée » par le fait qu'une majorité s'est portée sur un choix. Mais il y a un hic. Car si on s'en tient à ce mode de vérification génial, que vérifie le nombre des abstentionnistes quand il avoisine et dépasse parfois déjà celui des votants ?*

***La crise arrive. Les entreprises ferment. Les gens n'ont plus de quoi acheter.  
Vous leur distribuez du pain ou des cours d'usologie...?***

Arrive la crise... Les revenus sont consacrés en priorité à dépenses de base. La spéculation s'en empare. Les prix montent encore ! L'argent fond dans les doigts. L'opposition officielle fait quoi ? Elle n'a pas d'alternative. Et le gouvernement ? Aux slogans « anti » et aux pavés il réplique par des grenades lacrymogène à tir tendu et finit par faire donner l'armée pour qu'elle déstocke la farine. Abolissez plutôt l'argent et offrez-vous de la brioche !

Quant à vos « cours d'usologie », ils mettent les rieurs de votre côté et leur font oublier les aimables cours de conso entonnés tous les jours via les publicités et spectacles de « vies réussies », prouvées sur simple présentation d'une montre Rollex® !

Nous n'arrêtons pas de mettre des façons de faire, des usages, en observation : *que faut-il pour le faire, dans quel environnement*, social ou autre. De quoi d'autre pourrait-on faire usage, qui modifierait l'environnement le préserverait... C'est de l'usologie !

Abolissez la monnaie, vous serez en prise directe avec les conditions de production réelles et les effets sociaux et écologiques des usages qui nous importent, dont « le prix », le prix réel, *usologique* (relatif à l'usage que nous en faisons), n'aura plus rien à faire des considérations d'argent et de profits monétaires. Penser la transition n'oblige pas à programmer des cours spéciaux d'usologie. La maîtrise toute nouvelle que les usagers auront de leurs usages n'en sera pas moins ressentie.

*Dans le cadre monétaire, ce qu'il a fallu pour faire la table devant laquelle vous êtes assis, les couverts dont vous vous servez, vous n'avez pas à le savoir, sauf au moment de payer, qui vous absout des conditions dans lesquelles ils ont été produits. L'attention usologique, relative aux manières de faire, se concentre sur les prix.*

*Dans un cadre non-monétaire, l'usologie quotidienne, l'usologie du quotidien s'inquiètera de l'origine des matériaux, des machines, des techniques utilisées, de l'art des producteurs, elle s'intéressera à l'histoire qui fait que vous vous asseyez devant une table et mangez avec des couverts alors que trois parallèles plus au sud on mange par terre et avec ses doigts.*

*Du fait de l'abolition du salariat, les usagers seront enfin en position d'entreprendre, de faire de nouveaux projets, de les exécuter et d'être en mesure de les abandonner quand ça cloche quelque part, non plus pour des raisons d'argent, prix et profits monétaires, mais en fonction de l'usage qu'ils en ont, qu'ils expérimenteront librement. C'est tout une éducation à faire, et il faut déjà y penser [v. travaux pratiques à la fin de ce tiroir]*  
*✉ usologie. expérimentation*

## IX. La transition au quotidien

*Vous passez beaucoup trop vite sur les conditions concrètes du changement de régime.*

*Donc... Le 14 Juillet 2050, la Bastille de l'argent est tombée.*

*Le 15, il y a foule dès cinq heures du matin devant les grandes surfaces.*

*A huit les premiers arrivés dans les rayons alimentaires résistent un peu à la tentation d'en prendre plus qu'ils n'en ont besoin, à cause de la conservation, mais rafleut plusieurs bouteilles de bon vin qu'ils n'auraient jamais pu s'acheter de leur vie.*

*Le renouvellement, au rayon alimentation, continue tant bien que mal jusqu'à neuf heures, mais beaucoup déjà se plaignent de ne pas trouver leurs articles favoris, et quand on annonce que les prochaines livraisons n'arriveront qu'à onze heures, ça déclenche la ruée sur tous les autres articles. Les jouets, vêtements, l'audio-visuel, tout s'en va.*

*A dix heures les automobiles qui sortent du parking se traînent par terre...*

Vous tenez pour acquis que les clients de votre supermarché n'ont jamais participé aux événements qui ont préparé la chute de la bastille du fric. Ils n'en ont entendu parler qu'au petit matin du 15 et se sont gratté la tête : mais qui donc a bien pu inventer ça ?

Ceux qui ont lutté pour instituer la désargence se sont bien gardés d'expliquer les avantages qu'elle pouvait avoir. Ils n'ont évidemment jamais prévu les comportements que vous décrivez, ni pensé que les conservateurs auraient la moindre idée de saboter l'expérience dès le premier jour. Qui sait s'ils ont pas vicieusement cherché à la saboter en laissant les grandes surfaces ouvertes...?

Illustrer l'impossibilité de la désargence par l'exemple les supermarchés est trop facile. Vous posez en principe qu'ils sont la seule façon d'assurer la distribution. Ils l'ont cherché et presque déjà partout réussi, c'est vrai. Mais le prix de l'essence augmente, et, pas fous, ils amorcent déjà le mouvement en sens inverse. Observez comment les grandes surfaces mettent en place des navettes et récupèrent les supérettes de quartiers !

La première mesure à prendre pour soutenir la transition est de réapprovisionner en priorité la petite distribution, quand elle est encore en place, et, là où elle a disparu, de répartir, dans l'espace proche, des marchés couverts ou non. A supposer que l'institution de la désargence soit décidée pour une date précise, ce jour-là les grandes surfaces seront fermées. Vous aurez prévu des unités de petite taille, où les employés extraits du supermarché, soutenus par les militants de la désargence, demanderont aux ci-devant « clients » ce qui leur fait plaisir.

Dans les rayons d'alimentation, si jamais, prévenu du sérieux dont il fallait faire preuve en ce premier jour, vous jouez les modestes, ils s'inquièteront : « vous êtes sûr d'en prendre assez... ? » Ils s'intéresseront à ce qui est bon pour vous sans que ça doive être grossir le tiroir-caisse. Ils vous conseilleront au sujet d'un article inconnu, vous demanderont de leur dire si c'était bon, pour savoir s'il faut continuer.

Leur intérêt premier sera, comme pour vous, la qualité, pas de gagner des sous. Ils feront leur cœur du métier de commerçant ! Tous les ci-devant « clients » feront des suggestions et pourront participer à leur mise en œuvre : n'est-ce pas le cœur de métier de « client » - ou de « citoyen » ? Fin des rapports de domination client-boutiquier.

Chaque fois qu'une nouvelle liberté apparaît, ceux qui la défendent sont les premiers à prévoir les abus. Ils l'encadrent, et au début souvent trop étroitement, avec des menaces de représailles contre ceux qui « en profiteraient ». On l'a encore vu avec la pilule.

La première idée qui vient quand on parle d'abolir la monnaie est de donner des bons, de distribuer des cartes qui empêchent de tout emporter. Nous avons intégré le képi de l'auto-contrôle institué par l'argent - ne pas dépenser plus qu'il y a dans le porte-monnaie. Sachant qu'il ne fonctionnerait plus, on en imagine aussitôt un autre, tout aussi externe.

Le seul contrôle utile, en désargence, ne porte pas sur les personnes mais sur les capacités de renouvellement. Toutes. En matière de consommation, il s'adresse non plus à des consommateurs

passifs, à qui on impose les articles monétairement les plus juteux, mais à des usagers qui s'impliquent dès le départ dans le processus de renouvellement.

Outre la relocalisation des activités, la désargence apporte une solution à la fois au mal-urbanisme et aux comportements qu'il induit, où chacun compense sa solitude et son anonymat par des achats à travers lesquels il fantasme une certaine distinction : tout ce qu'il achète le classe dans une certaine catégorie d'acheteur, où le moral et le matériel se mélangent.

On se plaint partout que les centres-ville perdent leurs commerces, deviennent des déserts. En province, il faut des kilomètres en voiture pour faire le plein pour la semaine. Ceux qui n'ont pas de voiture doivent payer plus cher. En ville, les commerces qui résistent le mieux sont ceux de vêtements et de chaussures parce qu'on y a encore un rapport personnel avec une vendeuse qui, même dix minutes, vous donne un peu l'impression d'être encore quelqu'un, avec sa taille, sa pointure, ses goûts et ses couleurs.

Les grandes surfaces incitent à remplir les caddies et les voitures pour la semaine ! Dans des lieux de distribution de dimension humaine, s'agissant de ce qu'on va chercher à manger ou pour l'entretien, vous ne verrez jamais de caddies bourrés ni de clients rafler trois sacs de patates, ou prendre trop visiblement plus que ce dont il a besoin, comme dans une grande surface où il est parfaitement seul.

Dans une supérette de quartier, chacun sait que ses gestes d'acheteur font l'objet d'une surveillance discrète de la part des autres clients, naturellement curieux de ce qu'il prend et sans aucune jalouse : ils en tirent des idées pour eux-mêmes - tiens, et si moi aussi je nous faisais des lentilles ? - ou se souviennent qu'ils n'en ont pas acheté depuis longtemps.

Si vous en prenez plus que ce qui est « normal », vous le faites vous-même remarquer à votre caissière habituelle, ou à des clients que vous connaissez pour les avoir rencontrés là : vous expliquez que vous recevez une vieille cousine qui raffole de lentilles. Suivent des échanges de recettes.

*Ce n'est pas dans les grandes surfaces qu'on achète son premier ordinateur. Ou après avoir demandé conseil à un spécialiste de quartier ou de quelqu'un qui s'y connaissait.*

*Actuellement, rien ne vous empêche de sortir d'une grande surface avec deux ordinateurs et trois radios. La caissière s'en moque. Elle attend les sous. Dans une société sans argent, celui ou plutôt ceux qui tiendront le rayon d'informatique seront là pour faire partager au plus grand nombre d'usagers les pratiques utiles et qui économisent du temps. Ils vont s'intéresser à ce dont vous avez exactement l'usage : pourquoi pas ça, si vous débutez... ou ça, puisque vous connaissez. Vous emporterez la bête à l'essai, puisque l'avoir ou ne pas l'avoir ne coûte plus rien, vous la rapporterez si ça ne va pas, et ce sera autant de gagné pour l'écologie.*

*Votre vision catastrophiste généralise à l'ensemble des achats ceux du type alimentaire, qu'il faut absolument « avoir » si on veut manger. Dans de nombreux cas, comme celui des livres, des appareils, des meubles, c'est encore vrai : si vous ne les achetez pas, vous n'en jouirez pas. Mais la situation est en train de changer, comme le montre la montée en flèche des bibliothèques, médiathèques et locations. On achète de plus en plus un service, sans devoir posséder la chose. La désargence achèvera de disjoindre la possession de l'usage : « ça me sert » prévaudra sur « c'est mon bien ». Les décroissancistes devraient s'en aviser, au lieu de prêcher une limitation vertueuse qui ne s'adresse qu'à ceux qui ont suffisamment de sous pour l'appliquer.*

*Combien aujourd'hui encore sont exclus de l'usage de l'ordinateur parce qu'ils n'ont pas les moyens de l'acheter - ou pensent que la location serait trop cher, ou veulent célébrer par son achat leur entrée dans le monde des utilisateurs ? Il existe pourtant déjà des clubs informatiques, et même des boutiques d'échanges de vêtements, où il y a toujours quelqu'un pour vous dire si ça vous va ou pas, sans y avoir aucun intérêt, sinon d'entretenir la sympathie. La désargence accélérera, renforcera le phénomène.*

*Penser la transition oblige à repenser la fonction de consommateur que « le progrès » a créée en « démocratisant » l'accès à plein d'articles dont la fabrication devient de plus en plus*

*lointaine - et nous est cachée quand elle est proche. Elle ranimera les capacités d'initiative et d'entraide. J'imagine des affiches : « Pourquoi pas ? » « Demande ! »*  
□ capacités de renouvellement, matériel, personnel, convivialité

***Les gens qui vont « faire l'accueil » seront perdus pour la production.***

Et la « variable d'ajustement » de dix pour cent de chômeurs en moyenne européenne, elle lui fait gagner quoi ? Ajoutez-y ceux qui travaillent pour produire des choses inutiles et dans les conditions qu'on leur impose : ça fait beaucoup de monde prêt à des expériences dont la finalité ne sera plus de faire de l'argent. Quand cette finalité d'agences de notations n'aura plus cours, elle en laissera beaucoup orphelins. Les pauvres. Préparez-leur des bisous de consolation.

## X. L'avènement politique du sociotope réel

***Et ceux qui se laisseront porter ? Là non plus, vous ne répondrez jamais avec précision.***

La réponse vous laissera insatisfait aussi longtemps que vous croirez, car elle n'a rien de prouvé, à la fainéantise naturelle, irrémédiable, de l'espèce humaine. Dans toutes les sociétés et à toutes les époques, certains « en ont fait moins » ou « se sont laissé porter », selon les critères du moment. On a stigmatisé leur fainéantise, rarement risqué qu'ils avaient peut-être raison, ou avec de gros rires prudents. Les traiter en boucs-émissaires a évité de voir, prendre en compte, que se défausser sur les moins payés des tâches les plus ingrates, c'est aussi une manière de se laisser porter, et qu'elle est responsable des inégalités devant la qualité de vie - et donc de la santé et de la durée de vie.

*Les stéréotypes moraux comme la fainéantise et l'égoïsme ne reposent sur aucune observation concrète qui puisse donner lieu à une vérification étendue à l'ensemble de l'espèce. On peut en tout cas tabler sur la désargence pour briser des attitudes, des commandements hiérarchisés qui induisent à se rétracter sur soi-même et à en faire le moins possible.*

*La société est empoisonnée par les chefs, les maîtres, les compétents, qui intimident et cassent la capacité d'initiative. Poser les activités comme des nécessités absolues, à accomplir dans des délais et un ordre donnés, répand l'esprit « exécutant ». Si au contraire vous posez d'entrée toute entreprise comme une expérience, qui ne vaut qu'en réponse à des conditions précises, et à laquelle une plus avantageuse en temps, matériau, énergie, risques sanitaires, écologiques, peut un jour se substituer, vous vous y engagerez d'une manière tout autre, à la fois personnellement et en équipe.*

*Aujourd'hui il faut une série de suicide pour attirer l'attention sur les obligations de rendement, les contradictions internes, la suspicion, le mépris dans lequel « les travailleurs » sont tenus. On a moqué le « travailler plus pour gagner plus », mais passé largement à côté du fait qu'un travailleur recherche dans son « travail » toujours « plus » que « gagner sa vie ». En enjambant la condition salariée, la désargence met cette recherche au centre.*

□ Paul Lafargue : **Eloge de la paresse**

***Même comme vous l'envisagez, on ne peut éviter d'officialiser les responsables.***

Partout « des amateurs » peuvent se porter « responsables » sans titre officiel et faire leur office sans officier jalousement, comme on le voit si souvent aujourd'hui, pour la simple raison qu'on est payé pour le faire et que quiconque s'en mêle passe pour un voleur.

Observez le nombre de responsabilités qui s'exercent sans que personne ne les ait jamais décidées, dont on s'avise tout à coup quand elles tombent en désuétude. La politesse minimale, « le savoir-vivre », la propreté, sont-ils réglés ou entièrement réglable par délégation officielle ? A tout moment nous intervenons sans qu'on nous l'ait commandé, sans képi. L'officialisation, la distribution des képis, va d'ailleurs le plus souvent à rebours de la bonne marche des choses : pourquoi le faire si personne ne me l'a commandé ? Pour acheter sur Internet, on sait cliquer où il

faut pour trouver un article. Ce serait bien le diable qu'on ne sache pas le faire pour savoir qui s'occupe de quoi et serait à même de faire profiter les autres de sa science.

La surenchère de diplômes n'a pas profondément altéré la capacité que nous avons de nous intéresser à autre chose que ce à quoi nous avons été « formés » et à faire « des ponts » entre différentes activités. Cette capacité est actuellement diminuée par l'organisation salariée du travail. Mais observez comment les vacanciers s'organisent sur un terrain de camping, comment les militants se prennent en charge dans une manif, une réunion. Quand quelqu'un s'auto-désigne pour organiser les opérations, on l'accepte dans la mesure où ce qu'il propose est logique : c'est à la logique de la situation qu'on « obéit », pas à lui, et quand il se défausse sur elle il y a comme de la tricherie dans l'air. Il serait temps de s'en apercevoir et de faire confiance à l'auto-organisation. Plus on lui fera confiance, plus elle embellira. « Penser usages » peut encore y aider.

*L'abolition du salariat, l'implication personnelle des usagers dans des entreprises conçues comme des expériences d'autant mieux contrôlées qu'on ne leur devra plus un salaire, aura pour effet de libérer, majorer la responsabilisation. La position de « responsable » implique de faire quelque chose et de le faire « bien ». Mais « bien », paradoxalement, ne peut avoir les qualités qu'on attend du « bien » qu'à condition d'être traité comme une hypothèse de travail, pouvant donc à tout moment être abandonnée. Dans une démocratie délestée de l'argent, personne n'a raison contre personne.*

❑ heuristique. Vérité. « Au delà du bien et du mal »

***Sur la pression de la rue ou autrement, plusieurs décident de faire la désargence.  
Il ne reste plus qu'à voter une Constitution. Quelle forme donnez-vous à l'Etat ?***

Mais en faut-il un, d'Etat ? Et une Constitution... ?

Le libéralisme s'applique et se transforme depuis des décennies sans avoir jamais été voté. Sauf en Europe. Parmi les opposants au fameux Traité combien ont relevé ce point ? Et que, depuis qu'il a été imposé par les voies que vous savez, toute discussion au sujet d'une alternative sérieuse au capitalisme relève désormais de la sédition ? N'est-ce pas le cas de la désargence ?

On ne peut exclure que, constatant la perfidie du Traité pour faire voter la religion libérale, les partisans de la désargence invitent à l'effacer par un ultime recours étatique à une votation. Mais ce vote sera tout aussi perfide ! Car de quel droit une majorité tient-elle le droit de verrouiller un système ? Du droit du plus fort en nombre, qui a remplacé le droit du plus fort physiquement et en a fait une autre « civilisation ». Il est en contradiction complète avec le principe même du fonctionnement de la désargence, qui suppose un contrôle permanent et en temps réel des activités en fonction des ressources disponibles et de leur meilleur usage.

Ce contrôle, facilité par l'informatisation des données, appelle une précision importante. Car l'entrée en force de l'informatisation des données ne signifie pas que les usagers perdent leur pouvoir de décision. Avec ou sans informatique, ils ont toujours dû et devront toujours s'adapter, mettre leurs opérations en synergie.

Dans notre administration personnelle, comme dans les administrations de caractère privé, cette adaptation, *malheureusement*, est réglée par les profits monétaires. Dans les ministères, elle est tout aussi *malheureusement* retardée ou distordue par l'attention que les élus portent à leur réélection et les manœuvres des différents services dont le pouvoir est lié à des crédits dont la masse dépend, là encore, de la croissance des profits monétaires.

Les illustrations de ce « malheur » ne manquent pas. Mais la notion même que nous en avons table - intuitivement, inconsciemment et autres adverbes du même cru - sur l'existence d'un gisement de potentialités capables de contrecarrer et détruire la forme que prennent actuellement toutes les conduites, individuelles ou étatiques. Une forme qui, par le double truchement de l'argent, qu'il faut avoir et augmenter, et celui de l'électoralisme, se superpose ou mélange à celle du sociotope réel au point que nous la prenons pour seule réelle.

Généraliser, maintenir ou éradiquer les façons de faire - des usages - les surveiller, les punir, les chapeauter sous de grands principes, a jusqu'à présent été la grande affaire des instances religieuses, féodales, royales, républicaines, la grande affaire de l'Etat dans tous ses états, surveillés et punis par les incidences que la production et la consommation des usages matériels ou symboliques avaient sur les profits monétaires.

La désargence, assortie d'une informatisation des données aussi complète et transparente que possible, rompt avec cette « affaire », au double sens d'à-faire et de bénéfices monétaires. En désargence, rien n'est à proprement parler « à faire » autrement qu'en tant que recherche. Ce qui n'empêche pas de faire, bien au contraire, mais dans des conditions d'esprit tout autres, où la question « pourquoi le faire » vient au tout premier plan et commande le reste.

*Pour le dire autrement, et répondre à la question « quelle forme donnez-vous à l'Etat », la « forme » de la désargence fait l'hypothèse de l'avènement politique de la société réelle.*

*L'Etat a sa politique propre, et nous l'impose sous forme de « raison d'Etat ». L'Etat c'est ce qui reste quand on a oublié la société. Souvenons-nous plutôt de la société, reconnaissons-lui sa forme et sa force et oublions l'Etat !*

### *C'est toute l'ambiguïté de votre transition : mentale ou technique ?*

Mais à quoi cette ambiguïté tient-elle ? Au fait que nous avons du mal à penser comme nous penserons une fois l'usage de l'argent aboli. Les objections à l'hypothèse de la désargence pour des motifs d'infaisabilité technique servent de paravent à la possibilité de penser autrement. La prétendue infaisabilité technique protège son infaisabilité *mentale*, comme ce fut le cas pour l'abolition de l'esclavage, décider en 40 que les nazis n'avaient pas gagné, libérer les colonies ou les femmes. La résistance est dans les têtes.

Mais attention : ce que font « les riches » de leur position de « riches », « les pauvres » de leur situation de pauvres, créent des cultures très différentes. Ce n'est pas parce que l'abolition de l'argent abolit l'instrument qui permet de comparer les riches et les pauvres, ou parce que nous pourrons avoir accès à tout « selon nos besoins » que du jour au lendemain ceux que les usagers abonnés à des usages de « riches » ou de « pauvres » les oublieront.

*L'accès que nous avons au fruit du travail collectif se fait aujourd'hui par l'entremise de l'argent. Lequel a déterminé pour chaque acheteur une certaine culture, et l'article qu'il achète ne fait pas forcément le même pour lui que pour vous. Quand vous aurez démontré à une personne aux faibles revenus, chiffres à l'appui, que votre mode d'alimentation coûte moins cher que le sien, elle ne l'adoptera pas pour autant.*

*Son beefsteak-frites, ses nouilles au fromage, lui ont créé un usotype particulier, personnel - un habitus - dont il aura du mal à se départir et qui n'exclut pas que, même s'il sait qu'il n'en aura jamais les moyens, le foie gras et les sucrades aux présentations originales le font rêver comme à un droit qu'il n'a pas.*

□ Baudrillard : *Pour une économie politique du signe*. Bourdieu : *La Distinction*

## *TRAVAUX PRATIQUES*

*Que vous en approuviez ou non l'idée d'un sociotope sans argent, si votre lecture s'est poursuivie jusqu'à ce point, vous avez désormais compris ce qui fait la différence entre libéralisme et désargence.*

*Pour vous aider à le confirmer changeons à présent de position : à vous de répondre !*

*Comment argumenteriez-vous pour montrer que  
la désargence vérifie les affirmations qui suivent ?*

- 1. Abolir l'usage de l'argent facilite la réconciliation générale.  
(Recommencez l'exercice avec *pacification*)
- 2. Si la désargence n'abolit pas toutes les formes de distinction, elle dédramatise celles qui restent.
- 3. En désargence, la remarque « si tout le monde en faisait autant ? » qui revient souvent pour blâmer une conduite, perd tout intérêt.
- 4. En désargence, la *décroissance* n'est plus un but. Elle est donnée par surcroît.  
(Répéter l'exercice avec *la convivialité, l'égalité des droits, la démocratie...*)
- 5. Du fait que les ressources disponibles, grâce à l'informatisation des données, sont connues en temps réel et que leur accès n'est plus lié à l'argent, la désargence ne peut manquer de se faire économie.
- 6. La désargence libère les fantaisies et stimule la création.

*Vos suggestions concernant la faisabilité :*

- 7. Comment arrivent les propositions d'entreprises nouvelles ?
- 8. Comment sont-elles acceptées ?
- 9. Que deviennent les programmes d'enseignement si les ci-devant *travailleurs* ne s'engagent désormais moins en fonction de ce qu'ils savent déjà que de ce que l'expérience à laquelle ils font crédit va leur apprendre ?
- 10. Dans une économie sans argent la recherche, scientifique ou autre, disjoncte des profits qu'on espère en tirer. Que peut-on prévoir à ce sujet ?
- 11. Les innovations constituent à ce jour une part importante des informations que nous recevons et recherchons. Qu'est-ce que la désargence introduit dans la façon de les annoncer ?
- 12. Qu'est-ce qui diffère dans la gestion du suivi d'une expérience dans le cadre d'une entreprise de biens et services et dans celui de tout autre recherche ?
- 13. A partir de quel seuil de disponibilité doit-on informatiser ou cesser d'informatiser les données (et lesquelles, ou toutes) ?
- 14. Calcul des seuils de renouvelabilité.

*Ces recherches s'ajoutent ou précisent  
celles qui figurent dans  
l'ESQUISSE D'UN PROGRAMME DE RECHERCHE  
publiée dans le numéro 23  
et placée au sommaire du site DESARGENCE.ORG (case 0)*



# *LEXIQUE*

## *de la Désargence*

*A titre provisoire  
ont été réunis ci-après les premiers articles correspondant  
aux renvois qui figurent dans le premier « tiroir »  
de l'Argumentaire pour un sociotope sans argent  
(après les gloses en italique).  
Ils se succèdent dans l'ordre où ils arrivent dans le texte  
et non dans l'ordre alphabétique.*

*Dans cet ordre chacun d'eux est influencé par le précédent  
et anticipe parfois sur le contenu du suivant.  
Leur lecture en continu restitue l'unité d'une hypothèse  
dont les thèses secondaires et subsidiaires  
défient le résumé.*

*Par la suite, tous les articles seront classés par ordre alphabétique.  
Il est probable qu'aux articles complétant l'Argumentaire  
d'autres viendront s'ajouter, qui n'y auront pas été « appelés » en notes.*

### **Articles correspondant aux renvois du « premier tiroir » (dans l'ordre où ils y sont annoncés)**

Jean-Marie Guyau  
**argent**  
**paradigme monétariste**  
**spéculation**  
**comptabilité matière**  
**informatisation des données**  
**contrôle social**  
**liberté d'entreprise**  
**propriété**  
**responsabilité**  
**défaussement, se défausser**

#### **liste alphabétique (en italique ceux qui sont déjà traités)... à compléter !**

*argent. artificialisation. autorité. banques. bien commun. bricolage. capacités. codes-barres. chômage. **comptabilité matière. contrôle social.** concession. courses et rallyes auto. création d'entreprises. décroissance. **défaussement/ se défausser sur.** démocratie. dette. don. éducation. expérience. expérienciation. fétichisation. fichage. générosité. **Guyau. informatisation des données. liberté d'entreprise** logement. majoritarisme. organisation du travail. **paradigme monétariste** paresse. papillonnage. **propriété.** recherche. relocalisation. résidences secondaires. **responsabilité.** sources. **spéculation.** travail. travailleur. transparence. transversalité des opérations. usages. usologie. valeurs*

## GUYAU Jean-Marie (1854-1888)

Dans son ouvrage au contenu méconnu (car il s'agit de sociologie) mais au titre célèbre, *Une morale sans obligation ni sanction*, Guyau insiste sur le fait que « pouvoir » toujours « précède devoir ». L'énoncé du « devoir » est en prise directe sur le sentiment de pouvoir. Il y reviendra dans un ouvrage posthume sur l'éducation.

La notion de « devoir » n'a de chances d'être effective qu'à condition que le « pouvoir » de l'appliquer existe. Des « pouvoirs » peuvent néanmoins se dessiner, qu'aucun cadre « moral » n'a prévu, et qui le font craquer (craquer ce qui fait société). Ces pouvoirs n'attendent pas d'être parfaits pour se manifester, d'une manière parfois surprenante.

On peut distinguer deux cas : les pouvoirs naturels et culturels.<sup>9</sup>

Quoiqu'il ne sache encore marcher, l'enfant s'écarte des bras de sa mère. Il se *le « doit »* sans bien *le « savoir »* lui-même. Il en va de même lors de l'apparition de la sexualité. Nous nous « devons » d'enquêter sur ses usages bien avant de les choisir ou qu'il ne nous choisissent. L'exploration des possibilités précède celle des « devoirs » ou contraintes qui vont l'encadrer.

Dans de nombreux cas, les frémissements d'un pouvoir nouveau apparaissent par saturation d'un pouvoir existant. Celui-ci devient comme « trop facile ». L'autorité des machines qui y participent, des principes sur lesquels il s'appuie, de ceux qui l'enseignent, apparaît comme limitative. Entourés de toutes sortes d'appareils à reproduire des sons, nous imaginons de faire silence. Le postulat d'Euclide finit par paraître lointain. Les pouvoirs promis par l'instruction sont si bien gérés qu'ils étouffent. La démocratie électoraliste est si bien rodée et ses effets si bien connus qu'on cesse de voter.

Aucun « pouvoir » n'est encore disponible, sauf de révolte (devoir de révolte ?), de fuite (cf *Eloge de la fuite*, de Laborit, *Eloge de la folie* par Erasme). Il invente des formes, vite taxées de « modes », d'une manière intuitive plus que réfléchie, et celles-ci finissent par constituer un corpus de pouvoirs nouveaux, qui luttent contre les pouvoirs déjà actualisés. Des exemples de cette lutte abondent dans les milieux « alternatifs ».

La montée en puissance de l'informatique, de l'informatisation des données, des « codes-barres », institue des pouvoirs nouveaux qui déplacent ou remplacent les anciens pour accomplir d'une manière simplifiée les mêmes fonctions ou en intègrent plusieurs. Elle a de ce fait encore accru les contradictions et accéléré le passage à la limite où ces fonctions se retournent contre les usagers. La captation du pouvoir informatique par les contraintes de l'argent aboutit à des miracles jonchés de catastrophes. Dans notre hypothèse de travail : la possibilité de libérer l'informatique, comme le reste, des contraintes monétaires, induit le devoir d'essayer.

## argent

Remarque préalable : il est aujourd'hui avéré qu'au rythme auquel nous tirons parti des ressources naturelles celles-ci ne peuvent se renouveler à temps. La comptabilité tenue sous forme monétaire est incapable de prendre en compte cette réalité ou ne le fait qu'en chiffrant les dégâts et en cherchant comment abonder les fonds pour les payer.

L'idée s'impose donc d'une économie **fondée sur les ressources**. Comment ?

Deux hypothèses.

La première, abolir les profits monétaires. On chiffre les produits et services disponibles au terme d'une certaine période. On fait le total et distribue la somme aux usagers. Tout ce qui est produit peut être acheté. A charge pour eux de renouveler les produits et service en fonction de l'usage qu'ils en ont et non plus des profits qu'il faut en faire sur un marché aléatoire.

C'est l'hypothèse formulée par « l'économie distributive » quelques années avant la guerre de 1939-45. **PROSPER** a contribué à la faire connaître et discuter. Il en a montré les difficultés (planisme d'Etat, risque de hiérarchiser les revenus) qui sont exposés à l'article correspondant (« distributisme historique ») et au début de la seconde partie de *l'Argumentaire*.

La seconde hypothèse tire parti d'une technique en expansion constante : l'informatisation des données, déjà visible aujourd'hui sous la forme de codes-barres. Cette technique permet d'abolir l'usage de l'argent et de suivre au plus près le renouvellement des ressources. Ses avantages sociaux et politiques font l'objet de *l'Argumentaire* et du présent *Lexique*.

Dans la perspective d'une abolition de la monnaie, et en dépit de la vigueur de ses attaques, les remarques qui suivent n'ont plus guère d'intérêt qu'historique.

---

<sup>9</sup> N.B. Les illustrations qui suivent ne sont pas chez Guyau.

**Le principe général de l'usage de l'argent** est de réduire tout objet ou service à une évaluation chiffrée, concrétisée par un instrument d'équivalence, appelé monnaie, sous-jacent à « l'échange » (sans cet instrument, on en reste au troc).

La réduction d'un objet ou service à une évaluation et la création standardisée du substitut, ou monnaie, qui chiffre ou « objective » cette évaluation, a quatre effets fondateurs du modèle ou paradigme économique et social actuel.

1. Le substitut s'étant généralisé sous la forme de monnaie, et cette « forme » étant accumulable, le constat s'impose : **l'argent est capitaliste par construction**.<sup>□</sup>

*Tout anticapitaliste déclaré qui oublie ce fait est donc assis sur la branche qu'il prétend scier. S'il avait la ferme intention d'abattre le capitalisme, il devrait immédiatement viser l'éradication de l'argent. Le préfixe « anti » n'est dans ce cas comme dans beaucoup d'autres qu'une ruse verbale qui permet de s'arranger de ce qu'on dénonce - la mainmise d'une oligarchie sur la démocratie, la focalisation sur les profits, etc.. Cet « arrangement » tisse et trame la partie « constructive » du programme de l'« anticapitaliste ». Ainsi propose-t-il « une redistribution plus juste » des profits monétaires, des profits qu'il faut donc commencer par faire, sous l'égide des entrepreneurs ou de l'Etat. Des profits qui prolongeront les dégâts sociaux et écologiques du paradigme monétariste, et ceci même si les produits et services dont on tire un profit monétaire diminuent l'amplitude des dégâts (ce qui reste à démontrer).*

## 2. L'argent est spéculatif par construction.

Dans cette construction il faut distinguer l'usage du substitut choisi de l'appréciation chiffrée (prix).

### 2. 1. L'usage même du substitut choisi est spéculatif par construction.

Ce que cette construction a de spéculatif s'observe ici sous deux angles. Celui de la pluralité des substituts et celui des taux de prêt à intérêt.

Certaines monnaies s'imposent comme « monnaie de référence ». Elles sont « fortes » ou « faibles ». Les variations de leurs cours permettent d'engranger des bénéfices considérables.

Le taux des prêts à intérêt est variable. Pour l'établir, l'organisme prêteur spécule sur la capacité de l'emprunteur de faire croître le capital emprunté par des profits monétaires.

*Pour nous en tenir à l'usage de l'argent, les bifaces ont servi de monnaie en raison de leurs avantages matériels, pratiques, directs. Les ateliers préhistoriques de fabrication de bifaces « misaient » sur ce qu'ils tenaient pour un fait définitif, à savoir qu'il n'y aurait rien de plus coupant et de plus utile (le biface est le couteau de poche de l'époque ; on lui attribue des trépanations !). Le pari a tenu jusqu'à l'âge de bronze. La pièce de métal « misait » quant à elle sur la facilité de son façonnage, la réutilisation possible de sa matière, l'identité des pièces. L'usage de l'or a « spéculé » sur ses qualités techniques supérieures et sa relative rareté. L'usage du billet à ordre et de la monnaie papier a spéculé sur des avantages nouveaux, détrônés par la monnaie « émise d'un trait de plume » ou scripturale.*

*L'usage des codes à barres a parié que leurs avantages supérieurs (indiquer les prix et assurer le suivi des articles) allaient immanquablement les répandre. Passons sur le profit monétaire consécutifs à la mise sur le marché d'appareils pour les imprimer et les lire. Ils sont en voie de remplacement par de nouveaux dispositifs comportant un nombre d'indications pratiquement infini.*

*On observera que le code ne constitue pas une possession au même titre qu'un billet de banque. La puissance qu'il apporte (par l'information qu'il contient) est d'un tout autre ordre. Elle ne peut être ramené à l'ordre commun, celui de la domination, qu'à condition de faire intervenir l'argent. A notre connaissance c'est le premier cas de cette sorte dans l'histoire. L'informatisation des données, dans une économie libérée des profits, permet de toute évidence encore de « spéculer » sur la cadence du renouvellement et donc d'entraîner telles décisions plutôt que d'autres, mais la spéculation s'en tient alors strictement à l'objet de la spéculation : le renouvellement, pas le profit.*

### 2.2. L'évaluation (le prix, exprimé en argent) est spéculative par construction.

C'est ce qu'oublient ceux qui prétendent combattre la spéculation mais ne proposent pas d'éradiquer les prix et « exigent » qu'ils soient « plus justes ». Les prix spéculent sur l'abondance et la rareté, l'offre et la demande et autres paramètres qui ne joueraient pas cet office spéculatif précis (établir des prix) si le chiffrage en argent ne s'imposait pas.

<sup>□</sup> Sauf dans un cas, un seul, dont le distributisme a fait la promotion peu après la crise de 29. La monnaie est émise sans intérêt, en proportion des biens et services disponibles, distribuée aux travailleurs, et s'annule au moment de l'achat.  
V. *monnaie distributive ou monnaie de compte*.

### **3. L'argent est hallucinatoire par construction.**

L'argent crée une réalité seconde, qui se substitue à la chose. Le qualificatif « hallucinatoire » paraîtra excessif. Mais l'« abstraction » à laquelle conduit ou que constitue l'évaluation monétaire, la réduction de toute chose à un prix, ne dit pas suffisamment que le prix en vient à se substituer à la réalité des choses et l'*irréalise*.

Déjà dans le cas de l'or, la valeur du support monétaire de l'échange donne son prix (la possibilité de le convertir en or) à la chose. Quand ce support n'est plus matériel, c'est directement la hauteur du prix. Dans une société régie par l'argent, c'est le prix qui détermine l'usage. Plus il est élevé, plus il valorise l'usage. La « vérité des prix » ne fait et ne fera jamais qu'un mirage consécutif aux conditions d'appréciation du moment (les choses comme les personnes *se mirent, s'admirent*, dans leur « prix »). Elle constitue une « possession » au sens « possédé par un esprit ». Cf Harpagon, possédé par sa cassette. Les marchés, dit-on, sont « irrationnels ». L'adjectif qui revient le plus souvent quand on apprend la hauteur des stocks options et les salaires des grands PDG est « hallucinant ».

*D'une manière toute technique, les contraintes liées à l'appréciation marchande, l'arithmétique à laquelle les prix sont soumis ou qu'ils autorisent (addition, soustraction, pourcentages, mise en colonnes débit/credit) passent avant la matérialité et surtout la singularité des choses. Les prix hallucinent les choses à travers leurs potentialités marchandes comme une drogue hallucine la réalité à partir des potentialités émotionnelles qu'elle dégage.*

### **4. L'argent est anti-démocratique par construction.**

Ayant pour notre part défini l'idéal démocratique comme celui de la maîtrise de leurs usages par les usagers, force nous est de reconnaître ce qu'il y d'affabulaire dans l'égalité ou confusion « économie de marché » / « démocratie ». Sous le règne ou la colonisation du Marché, ce sont les contraintes de profit monétaire, de rentabilité, de croissance, de redistribution, de crédit, qui décident du maintien, du remplacement, de l'invention des usages dont la maîtrise échappe donc aux usagers. C'est l'argent.

La montée en puissance de l'économie de marché a certes été contemporaine de la montée en puissance de l'idée de démocratie, mais celle-ci n'a jusqu'à présent produit qu'un fantôme, celui d'un Etat où les décisions sont prises à la majorité des voix. Sous les habits de ce fantôme, et en les renouvelant, les adaptant sous toutes les latitudes, le totalitarisme de l'argent a constamment progressé.

Contrairement à la légende, le stalinisme et l'hitlérisme ont été non pas des formes politiques opposées à l'économie de marché mais des réformes destinées à réaliser ce qu'il exige : empêcher toute forme de maîtrise de leurs usages par les usagers pour la confier au comité central ou au Chef (comme le remarque déjà Polanyi dans *La grande transformation* p. 405). Cet empêchement dépend aujourd'hui des agences de notation, agissant en représentantes d'un Marché dont le centre est partout et la circonférence nulle part. La crise de la démocratie n'en fait une que parce que « les démocrates », tout en dénonçant l'oligarchie, n'ont jamais cessé d'identifier la capacité de décider à celle d'acheter et se sont comportés en « vendus ».

*Les quatre points ci-dessus n'épuisent pas la liste des méfaits « par construction » de l'argent. Nous aurions pu choisir d'autres entrées. Il sera facile de vérifier, par exemple, que son usage se fait nécessairement injuste, injurieux, dominateur (dominatif ?), instrument de contrôle social, tout cela « par construction », à l'image du marteau qui voit tout sous forme de clous (cf aussi la formule de Mac Luhan : « le média est le message »).*

*L'insistant « par construction » s'explique par notre volonté d'en finir avec la mise en spectacle des méfaits de l'argent par une analyse des propriétés de sa construction, qui conduisent et reconduisent « le capitalisme », « la spéculation », « la quête du profit », « le mépris des peuples », et autres figures de rhétorique « anti »-capitaliste.*

*De deux choses l'une. Ou bien donner indéfiniment les méfaits de l'argent en spectacle pour les dénoncer, s'en indignier, faire vibrer les foules « contre », et au final se réjouir de la moindre réforme et collaborer. Ou bien vous emparer de la possibilité d'abolir son usage comme nous pouvons le faire aujourd'hui, autrement que dans les coins ou par le biais d'alternatives mesquines : retourner le regard de la scène vers la sortie.*

## **paradigme monétariste**

En 2009 déjà, au moment de la crise dite des « subprimes » et donc avant que la crise monétaire grecque n'apparaisse (et l'étendue des fautes monétaires des gouvernements), quelques commentateurs parlèrent de « crise systémique » et enchaînèrent sur la possibilité, voire l'urgence d'un « changement de paradigme » - de modèle économique.

De loin en loin, en marge des considérations monétaires, les vocables « paradigme » et « modèle » s'agrègent à des considérations de caractère moral dénonçant l'imprudence, la cupidité, l'égoïsme.

« La crise » y est traitée comme une crise de foie, après laquelle on devrait se montrer « plus » sobre, « moins » fêtard, etc. Le message revient à « n'abusez pas de ».

*L'abolition de l'argent, et donc de la condition monétaire, rompt avec les objurgations en « plus » et « moins ». Elle englobe le renversement prévu par Marx (s'emparer des moyens de production). Elle signe la fin d'un ensemble d'usages dont l'expérience a été largement cachée à ses expérimentateurs mêmes et spéculé plusieurs millénaires durant sur son caractère irréversible, définitif.*

## **spéculation**

*Spéculer* est coextensif à toute intelligence engagée dans l'établissement des données matérielles et des actes qui leur sont le plus adaptés. Les données sont vécues, reconnues comme telles en « tablant », à mesure de leur enregistrement, sur leur reproductibilité (constitutive du sentiment de leur durée et de celui qu'elle sont), et donc en vérifiant continuellement leur existence et l'usage qui est habituellement fait de leurs propriétés. Cet usage lui-même spéule sur cette vérification, il *expériencie* les conditions dans lesquelles elles apparaissent comme « données » - étant données.

Ainsi se constituent, génèrent, d'une manière toute spontanée, des manières de faire ou usages (institués pour durer, spéculant sur leur durée : toute *économie*, morale ou politique, commence par là !). Le terme de spéculation semble exagéré lorsqu'une expérience (l'expérience d'un certain usage ou ensemble d'usages) s'étend sur des milliers d'années. Tout usage n'en constitue pas moins un choix qui parie sur son succès, sa capacité d'être recommencée avec des effets positifs, et donc sa durée.

*Intelligérer, spéculer, expériencier, sont synonymes et s'appliquent à la recherche de nourriture, d'abri, de solidarité, d'aide machinique - et d'argent ! L'usage de l'argent, réservé aux usagers du genre humain (comme celui du soin des morts), applique la spéculation monétaire à tous les étages et recoins du milieu particulier qu'il nous a créé.*

*Cette application est d'une facilité redoutable, toute chose pouvant être achetée si on en a les moyens. Chacun sait que si l'argent ne fait pas le bonheur, il y contribue, comme il contribue à l'éducation et au crime. Les usages sont « vus » au filtre des dépenses monétaires qu'ils impliquent pour les créer ou les entretenir. Nous en sommes au point où aucune qualité ou capacité ne peut être connue ou reconnue si elle n'entre pas dans un calcul monétaire. « La pureté de l'eau » est restée de l'ordre des mondanités jusqu'à ce qu'elle se vende. La capacité des abeilles à féconder les fleurs n'est reconnue que depuis qu'elles sont menacées et qu'il va falloir effectuer la pollinisation à grands frais à leur place. Toute activité est contrainte par l'argent et ne trouve sa solution qu'en rapport avec son usage (ce qui revient à épouser les méfaits de l'alcoolisme par l'alcool). Le discours de la gratuité, du don, qui s'y oppose avec force, est déterminé par cela même à quoi il s'oppose et n'en est donc actuellement encore qu'un sous-produit.*

## **comptabilité matière**

Synonyme de gestion des stocks. Les objets, matériaux, marchandises disponibles ne sont pas gérés de la même façon selon leur nature et les usages auxquels ils sont associés. Leur gestion intègre des soucis de protection (coffres, réfrigérateurs), de renouvelabilité (pièces détachées, ou produits alimentaires), mais aussi de cours marchand et d'usage (inutile de conserver ce qui ne sert plus, sauf à le mettre en vitrine dans un musée). Les opérations conduites pendant la redoutée période des inventaires ont été considérablement simplifiés depuis l'introduction des codes-barres, qui s'est traduite par une diminution de 3% des prix (d'après Pierre Georget, *Code à barres*, Berg International 2008).

## **informatisation des données**

Les codes-barres, devenus le symbole de l'informatisation des données, sont déjà en voie de remplacement par des dispositifs qui permettent de prendre en compte une quantité quasiment infinie d'indications.

L'ancêtre des codes-barres est la carte perforée, inventée par le statisticien Herman Hollerith, déjà été utilisée pour le recensement américain réalisé en 1890.

Le traitement statistique autorise des corrélations qui « transforment les chiffres en intelligence » (on les fait « parler »). L'enregistrement des données sur des supports infiniment plus accueillants et le développement des logiciels de *data mining* (fouilles de données) font aujourd'hui rêver d'une planète totalement recensée et où toutes les corrélations pourraient être prises en compte.

En 2010, IBM réalise un nouveau record : la validation de neuf térabits [1 téribit = mille milliards] de données en moins de vingt minutes. Le logiciel *Websphere Sensor Events* est capable de tirer l'analyse décisionnelle et événementielle des données récupérés par de multiples capteurs RFID ou GPS. De nouvelles technologies comme le *Stream Computing* permettent d'analyser les données en mouvement et de les corrélérer [Emprunts à Frédéric Gaillard & Pièces et Mains d'œuvre, *L'Industrie de la contrainte, L'Echappée 2011*].

L'hypothèse d'une abolition des profits monétaires spéculé sur les capacités offertes par tous ces dispositifs pour connaître l'état des ressources et veiller à leur renouvellement. De là à identifier son projet à celui d'une société de haute surveillance, il n'y a qu'un pas, qui dispense de s'interroger sur le panoptisme insidieux et déjà très actif qu'introduit l'usage de l'argent (on sait tout sur vous rien qu'en consultant vos dépenses).

Dénoncer la montée en puissance de « l'esprit panoptique » sans s'interroger sur les raisons monétaires de son succès non seulement n'a aucun effet sur ses redoutables progrès (cause toujours) mais il abandonne les usagers à l'assujettissement aux profits monétaires et s'en fait donc objectivement complice.

L'abolition de l'argent met fin à cette collaboration.

*L'informatisation des données est décrite comme « le minerai » d'une usine à gouverner. « Des milliards de données collectées partout en permanence, dans un filet électronique aux fines mailles, « raclent nos vies comme les filets des chalutiers industriels les fonds marins ». Certes, mais la collecte de ce « minerai » peut servir aussi bien à une gestion tournée vers la croissance des profits monétaires qu'à une gestion démonétisée des ressources matérielles et humaines.*

## **contrôle social**

L'argent est un puissant instrument, voire l'instrument privilégié, du contrôle social, de la carotte et du bâton. Il s'imisce dans tous les autres (dans le contrôle religieux, électoral, éducatif, policier, judiciaire) ou les coiffe (la banque ne crédite que les productions qui rapportent, les agences de notation dictent leurs choix aux parlements).

L'argent détermine la typologie des riches, pauvres, classes moyennes, montantes, laborieuses, dangereuses. Les individus et groupes sociaux sont observés à travers leur capacité de manœuvre en terrain monétaire (mouvant). L'argent établit la hauteur sociale des personnes, i.e. leur puissance et sécurité relative. Le comportement de chacun, riche ou SDF, est codé - et décodé - par l'usage qu'il fait de « son » argent (que cet usage fait de « lui »). L'impôt, le crédit, le financement des partis, participent de ce codage. Le choix des études et des carrières est en grande partie commandée par le souci de gagner de l'argent facilement, beaucoup, d'une manière assurée, tranquille, risquée.

L'usage de toute chose étant indexé sur l'argent, c'est à travers l'argent que l'usager évalue ses propres capacités de contrôle des contraintes sociales. Cette forme d'introjection est largement négligée par les psychologues. L'argent permet ou non d'acheter, d'anticiper... L'usager accède au statut de sujet social à travers l'usage de l'argent, comme au statut de citoyen à travers le bulletin de vote. Ces deux assujettissements sont encore aujourd'hui deux points aveugles de la démocratie, où les décisions sont soumises à des calculs monétaires. La liberté que nous devons à l'argent (comme à l'électoralisme) est une liberté sous condition.

L'argent n'est pas seulement un instrument de contrôle social. Il est aussi un instrument de contrôle épistémologique. Kant (*que puis-je connaître, que dois-je faire*) a oublié l'usage des catégories monétaires. [Alfred Rethel-Sohn le rappelle dans *La pensée-marchandise*, Croquant 2010, préface d'Anselm Jappe].

*Une fois compris que « l'argent contrôle tout » et que ce « tout » survivra à l'abolition de l'argent, comment ledit « tout » sera-t-il contrôlé sans lui ? L'informatisation des données ne règle pas à elle seule l'ensemble des questions : quelles données choisir, comment organiser leur utilisation, dans quel esprit ?*

*La condition monétaire étant abolie, la notion que chacun a de soi et de ce qu'il « cherche dans la vie », la façon de « faire société » entre usagers humains et avec la planète devront se reconstruire sur de tout autres bases. Les railleries provoquées par l'hypothèse d'une abolition de la monnaie doivent donc être écoutées avec respect : elles expriment la panique causée par l'écroulement de tout un ensemble de contraintes qui faisaient « tenir debout » - ou couché ?*

## **liberté d'entreprise**

Fréquenter les entrepreneurs expose à écouter leurs lamentations et colères au sujet des obstacles qui parsèment leur chemin et dénaturent leurs justes efforts. Des exigences du fisc à celles des actionnaires en passant par celles des syndicats, des employés, de Bruxelles, des écolos, de la concurrence, du marché, un vaste complot s'organise, qui met des bâtons dans les roues de leurs bons et loyaux profits.

**Ne nous moquons pas** : faire des profits monétaires constitue la pièce essentielle du dispositif économique actuel. Ils sont, rappelons-le, redistribués dans trois caisses : 1. celle des intérêts versés aux banques, des dividendes aux actionnaires, des investissements, 2. celle de l'Etat, qui en fait du service public, 3. celle des salariés, qui les remettent au pot par leurs achats. Notre quotidien dépend de leur niveau, de leur croissance. S'ils ne sont pas au rendez-vous, les entreprises abandonnent les productions les moins rentables et licencient, l'Etat s'endette pour assurer son service jusqu'au moment où lui non plus n'en peut plus. Et les salariés sont les dindons de la farce.

Dans les récriminations des entrepreneurs figure en bonne place « l'argent facile ». Les profits réalisés par l'économie réelle ne font qu'un petit cinquième de ceux qu'assure la spéculation boursière et financière. Un bon trader rapporte en une journée ce qu'un entrepreneur peine à ramasser en dix ans, et n'a pas, lui, les services sociaux, médicaux et tout le bazar des règlements sur le dos. Ses frais d'investissement ? Limités à un bon ordinateur et quelques téléphones...

Profitez d'un petit trou dans l'énoncé des plaintes : *et alors, la liberté d'entreprise ?*

La formule faisait autrefois pièce au soviétisme. Elle se perd ? Hélas, pour être libre, il faut que l'entreprise fasse des profits, et suffisants, mais les concurrents..., les importations..., l'Etat...

- Et si vous ne deviez plus faire des profits... ?

Après un petit moment de surprise, M. le Patron redevient alors un monsieur comme vous. Ah ! il en ferait des choses, et qui durent, et de qualité, même pour des produits courants. Il créerait sans devoir se demander si ça va faire un retour suffisant sur l'investissement. Il serait attentif à la sécurité et l'environnement et on ne devrait plus payer des espèces de flics pour le surveiller, armés de piles de règlements qui se contredisent. Il serait plus calme avec les employés. Il n'y en aurait d'ailleurs plus : tous associés au projet, tous sur le pont, et personne ne jalouiserait plus les profits de personne ! Il serait... Un libre entrepreneur, *voilà*. Comme chacun de nous, aux prises avec des choix fondamentaux (contre quoi échangeons-nous notre temps de vie ?) que l'usage de l'argent nous interdit de regarder en face (dont il nous distrait).

## **propriété**

Quand un droit sur X ou appropriation s'achète, entretenir cette « propriété » et la faire prospérer s'achète aussi. Au péril de cette propriété, s'il le faut. Voir les dégâts de la modernisation-rentabilisation.

Dénoncer « la » propriété - facile ! Mais pourquoi la dénoncer ? Qu'un bonhomme clôture son champ et dise « ceci est à moi », en quoi est-ce gênant ? Parce que cette appropriation entraîne une chaîne d'autres, comme celle du travail d'autrui et des ressources naturelles et mécaniques (*cf* « la propriété des moyens de production »). Mais elle y trouve ses limites. Les exploités se rebiffent et la planète aussi. La clôture appropriative doit donc se barbeler de prudence. Plus elle se fait conquérante, plus elle se fait vulnérable, contre-productive. On dirait que l'environnement se venge. Surgit alors l'enchanteur « principe de responsabilité », dont l'application, dans un espace monétirement profitabilisé, doit trouver les sous et ruser entre assurances et amendes. Dans tous les cas où les sous acquittent votre responsabilité, inutile de la grossir au-delà de vos moyens.

*Certaines appropriations ne s'achètent pas. Le territoire d'une espèce, d'une nation, les petits, les accompagnants mâles et femelles, les identités, les genres, la citoyenneté. Elles déterminent elles aussi des droits. Des « droits propres » difficiles à définir, dont la reconnaissance et le fonctionnement sont largement régis par les moyens monétaires (éducation des enfants, dépendance réciproque des époux, protection due aux citoyens). Les choses sans prix sont tôt tard rattrapées par les prix.*

## **responsabilité**

Nombre d'objections faites à l'abolition de l'argent gravitent autour de l'idée qu'il « responsabilise » les usagers. Dans le cadre actuel, elle est imparable, puisque vous ne pouvez rien faire qui n'implique que vous en avez ou en aurez. L'argent fait dépendre la responsabilité des usagers, en étendue ou en qualité, sur les objets comme sur les projets, du prix qu'ils peuvent les acheter - y mettre.

Dans une société sans agent, qui donc nous dispenserait de « faire attention à l'argent », notre attention sera motivée exclusivement par la conservation, l'entretien, les investissements nécessaires à l'usage que nous avons ou faisons de ce qui nous constitue pour chacun de nous « un propre ». Nous verrions ce qui cloche, où ça s'use, qu'il va falloir réparer, etc., et le verrions d'autant plus vite que nous pourrions y parer sans attendre. Cette attention primera. Nous aurons directement accès aux moyens d'assurer la conservation, l'entretien, etc. et ne ferions plus les choses « à moitié », et ceci dès leur conception. Dans un monde sans argent, la responsabilité ne devra plus être continuellement *nommée* (comme nombre d'autres valeurs qui n'existent que lorsqu'elles sont menacées). Elle s'exercera spontanément et les sociologues ne s'opposeront plus en deux

camps : ceux qui privilégient l'observation de l'individu naturellement calculateur (en oubliant que ses calculs sont largement inspirés par les contraintes monétaires) et ceux qui privilégient l'observation de l'individu naturellement donateur (et oublient qu'il doit en trouver les moyens monétaires ou ne doit ce « naturel » qu'aux dégâts de la condition monétaire, à laquelle il collabore en les épingleant).

*Le concept de responsabilité fait usage de trois entrées ou capacités : 1. celle de régir (« d'une manière responsable ») l'ensemble de ses appropriations matérielles et entrepreneuriales (achetées ou non, où nous ferons entrer sa situation de père ou mère), 2. celle de s'intégrer à un ensemble d'usages reconnus un moment donné (de s'en « porter responsable », dans la rue comme au travail), 3. celle d'améliorer les conditions d'usage ou en créer de nouvelles (responsabilité correctrice et anticipative).*

*La réunion de ces trois capacités hante le projet politique. Le sentiment d'injustice sociale procède de l'impossibilité de l'assurer pleinement et entièrement pour tous dans le cadre monétaire. Les riches sont les mieux lotis pour l'exercer : ils n'hésitent pas à s'approprier des biens matériels, peuvent pousser les enfants dans leurs études, fixent les usages par lesquels l'ensemble de la société doit passer et créent des fondations réparatrices.*

## **défaussement, se défausser sur.**

Dans un sociotope monétarisé la contrainte sociale première est d'avoir, de faire ou d'économiser l'argent. Quelles que soient les raisons que nous avons d'entreprendre et de persévérer, elles trouvent toujours une justification, même si ce n'est pas la seule, dans l'usage qu'elles font de l'argent. Nous nous défaussons continuellement sur lui pour agir comme nous agissons.

Au premier degré, celui de chacun des usagers du sociotope argentique : avons-nous « assez » ? - d'argent. N'avons-nous, n'allons-nous pas trop dépenser, combien ça va coûter de nous défausser sur d'autres pour le faire ? De déléguer le boulot moyennant finances. Le deuxième degré est tout professionnel : c'est celui des banquiers, des entrepreneurs, et de la classe politique.

Le défaussement sur les autres est au centre de la pensée « sociale ». Il nourrit deux plaidoyers : contre l'oligarchie et pour soutenir un défaussement « plus juste » de l'économie sur les travailleurs. Abolir l'argent permet de voir les choses autrement.

Dans un sociotope sans argent, il n'y a plus de « dominants » qui se défaussent sur d'autres, via le salariat, pour faire ce qu'ils ne veulent pas faire ou qu'ils jugent dégradant, et qu'il faut pourtant bien faire, en attendant qu'on ait trouvé d'autres méthodes. La résolution des contraintes de base n'est plus commandée par les modèles de ceux qu'elle sert en premier parce qu'ils ont l'argent. Elle n'est plus ralenti par le fait que, dans des conditions déterminées, ils sont mieux servis que les autres. La division du travail néanmoins subsiste, même si c'est dans de tout autres conditions, qui rendent acceptables de se défausser - dans certaines limites, pour que personne ne se rende indispensable - sur des volontaires. Se défausser sur autrui devient donc positif. On n'en appelle plus à la solidarité d'une manière récurrente et pathétique. Elle devance les décisions.

Dans un sociotope sans argent, par ailleurs, les « valeurs », morales et autres, ne sont plus commandées par les vertus qu'il faut avoir pour avoir et faire de l'argent : être compétitif, méritant, supporter la misère, etc. - et même capable de ruer en pensée dans les brancards de l'Argent !

Les orphelins de l'Argent renonceront-ils pour autant à se justifier, à se défausser de ce qu'ils font, de leurs expériences, sur des principes extérieurs à ce qu'ils font ? On peut en douter et il y a là matière à une nouvelle réflexion « au fond ». Dans un sociotope sans obligation ni sanction monétaire comme dans un sociotope monétarisé, l'usager en effet ne peut manquer, s'il prend un peu de recul ou explique ce qu'il fait, de se défausser sur des principes extérieurs à ce qu'il a entrepris. En cours d'exécution, au moment où l'expérience a lieu, il se défausse encore sur cela même qu'il est en train de faire. Mais il s'agit alors d'un défaussement pour ainsi dire interne. Vous êtes dedans.

*L'idée que nous nous défaussons continuellement de ce que nous faisons sur des raisons d'agir qui nous sont extérieures, générales, nous dépassent, a déjà été formulée par Sartre dans le cadre de son ontologie de la liberté - magnifique oxymore, car comment « être » et libre ?*

*« Le salaud sarrien » se défausse sur des sagesse, des nécessités plus fortes que lui, sur ce qu'elles ont de général, d'immanent, de reconnu, sur le fait qu'elle « sont », pour jouer la bonne foi, la haute conscience. Il se sauve de sa contingence en s'abritant derrière des principes, des volontés divines, qui doivent être respectées, reconnues par l'ensemble de l'humanité. Il s'innocente par la même occasion de leurs effets. Il se couvre de tel ou tel principe pour vous punir ou vous envoyer au poteau - ce n'est pas lui qui le veut, c'est une certaine idée de l'Homme, de l'ordre. Ce n'est pas lui qui choisit, c'est « il faut ». L'« il faut » autoprolamé d'« il faut ce qu'il faut ».*

*Le concept de « salaud » a l'avantage de montrer « des gens » agissant comme des marionnettes au moment où ils se croient le plus sincères, s'emballent, hystérisent leur foi dans l'avenir, l'Homme ou la Patrie. Il cible le bourgeois comme le révolutionnaire. Mais en quoi la conviction avec laquelle Sartre dénonce les salauds diffère-t-elle de celle du « salaud sarrien » ? Son émotion s'appuie elle aussi sur un principe ou ensemble de principes tout aussi extérieurs. N'est-ce pas cette extériorité qui conduit au fanatisme ? Fanatisme de la Liberté, de l'Individu, de la Science, de la Laïcité... ?*

*La métaphysique - le mot n'est pas trop fort, puisque sur ces principes nous ne pouvons rien, puisqu'à peine « découverts » qu'ils existent et doivent être il faut s'incliner - va-t-elle conduire le bal jusqu'à la fin des temps ? Comment s'en sortir ?*

Je me défausse, tu te défausses, nous nous défaussons... Quel intérêt y a-t-il à le savoir ?

Celui de nous interpeller en tant qu'usagers sur la maîtrise que nous avons de l'usage que nous faisons des contraintes liées à nos usages, car elle n'est plus maîtrisée de la même façon, voire plus du tout maîtrisée, si nous la déduisons de raisons externes pensées comme tout aussi contraignantes. Celui de nous mettre tous dans le même bain des « raisons d'agir » sur lesquelles nous défaussons tous à qui mieux mieux, dans un assaut de justifications réciproques où « plus justifié que moi tu meurs ». Celui de prendre du recul par rapport à ce que nous faisons, croyons faire et bien faire, et n'avons que trop tendance à dogmatiser, universaliser. « L'homme engage l'humain » - et l'encage aussi.

L'idée de défaussement signale le danger des justifications qui « font consensus » et clientélisent les sociétaires dans les boutiques de la mieux-disance en matière de « valeurs » ancrées dans la condition monétaire... Elle apprend que tout ce sur quoi on se « défausse » ne fait et ne fera jamais qu'une manière de faire, une expérience, du bricolage avec les ficelles du moment.

Dans un sociotope sans argent, les fétiches matériels et métaphysiques commandés par l'usage de l'argent, l'idéologie de la marchandise, n'ont plus cours. La maîtrise des usages, leur expérience, devient centrale. C'est ce qu'oublie la démocratie actuelle, réduite à la comptabilisation des majorités et l'égalité toute formelle des droits. Sans doute continuera-t-on de se défausser sur d'autres usages, d'autres « il faut ». Mais on pourra plus facilement poser des questions au sujet du plaisir, du repos, de l'effort, de la dépense, que nos « il faut » provoquent.

*Dans un sociotope sans argent « l'usager » devient plus clairement que jamais « expérimentateur social ». Car des expérimentateurs sociaux, nous en faisons déjà, à cette nuance près que « la valeur » de ce que nous expérimentons se juge, et ne peut même se vérifier qu'aux retombées favorables que cela peut avoir dans une marchandisation générale. Laquelle « fait autorité » comme autrefois la puissance royale ou le service des Dieux.*

*De tout temps, toutefois, on a vu revendiquer, pour les personnes comme pour les actions ou les objets, « le prix des choses sans prix ». Le droit d'être aimées quels que soient leurs mérites ou leurs profits. Un sociotope sans argent donne à ce droit de nouvelles dimensions. Mais attention, là encore, à ne pas le fonder sur des principes qui lui seraient extérieurs.*

\*

# *dernières nouvelles du « front »*

*Il s'agit du « front antimonétaire », une trouvaille qui date de Janvier 2010 quand les amis du Mai-Paris ont invité **PROSPER** à présenter sa version du distributisme. (intervention audible sur prosperdis.org et desargence.org.)*

*A la sortie, une bonne âme vous a vigoureusement interpellé pour vous signifier que l'idée de se passer d'argent, les anarchistes l'avaient eu avant **PROSPER**. Mais ont-ils étudié sa faisabilité ? Dit comment faire ?*

*Critiquer la monnaie : facile. En inventer une autre, ça l'est déjà moins, et encore moins faire la différence entre la monnaie distributive, anticapitaliste par construction, puisqu'elle ne peut s'accumuler, et les multiples monnaies « alternatives » dont on s'entiche un peu partout.*

*Combien, dans plein d'autres langues, ont déjà réfléchi au sujet ?*

*Confirmation, à l'occasion de la sortie de **Désobéir à l'argent**, d'Abelsohn et Sanders, qui citent **PROSPER**. Vous y apprenez l'existence d'un mouvement datant des années 70, aux Etats-Unis. « Projet Vénus », Zeitgest.*

*Grosse machine internationale. Ils parlent d'une économie « basée sur les ressources ». Jolie formule ! Claire ! Pourquoi ne l'avez-vous pas trouvée plus tôt ? Vous l'adoptez.*

*Mais ils font comment ? Disent pas.*

*Perspectives humanistes irréprochables. Elles attirent beaucoup de monde, mais attention : pas pour faire de la politique. Pour communier dans les valeurs universelles. Pour améliorer le cœur de l'Homme et qu'un jour...*

*Un responsable français perd patience. Si on travaillait ensemble ?*

*Nouvelle confirmation : l'auteur du site VOTER A-M.fr, vous contacte.*

*Très au point sur la critique et la façon de communiquer l'idée d'abolir la monnaie. Il ne dit pas encore bien comment mais en est déjà au projet de présenter quelque chose aux prochaines législatives !*

*Pourquoi pas, pour discuter de faisabilité, réunir des esprits motivés et gérer le groupe de recherche qui se formera en tenant compte des écueils habituels de ce genre de groupes et des partis qu'ils génèrent ?*

*Le texte qui suit est envoyé par qui veut à qui il veut.*

## ***L'obligation d'opérer des profits monétaires atteint aujourd'hui ses limites !***

Vivement le retour de la croissance... La croissance... de quoi ?

On oublie toujours de le préciser !

La croissance des profits monétaires.

Elle est assurée aujourd'hui que dans la proportion d'1/5<sup>e</sup> par l'économie « réelle », celle des biens et services, et par la spéculation pour le reste.

Elle ne suffit plus aux exigences des actionnaires,

ni pour faire face à la compétition mondiale,

ni pour remplir, sous forme de taxes et impôts, les finances publiques.

Pour épouser les dégâts sociaux et environnementaux, l'Etat doit s'endetter auprès des spéculateurs et réduire ses services ou les abandonner au secteur privé. Celui-ci ne peut se permettre d'avoir pitié ni de l'emploi ni de l'environnement.

## ***Bonne nouvelle ! L'obligation d'opérer des profits monétaires n'est plus fatale ! Celle d'échanger avec de l'argent non plus !***

Tous les articles sont désormais informatisés. Les codes-barres prennent en compte les articles, d'où ils viennent, combien il y en a.

Le « bip » qu'ils font au moment du passage en caisse sert à renouveler les produits sur les rayons. Les prix se rajoutent désormais en pure perte humaine et écologique sur ce nouvel instrument de gestion.

L'accès aux ressources et leur transformation en produits et services est désormais possible sans recourir à la monnaie.

## ***Y a-t-il une politique après l'argent ? Oui !***

Une politique fondée sur *les ressources* humaines et planétaires, sur leur respect et *leur renouvellement*,

et non plus sur les profits qui intéressent les actionnaires,

remboursent les dettes et paient les dispositifs destructeurs d'emplois.

Une politique de *recherche* libérée de la rentabilité monétaire à court terme.

Une politique du *libre investissement* dans des activités choisies

pour faire utile, sain, durable et beau,

dans des conditions libérées du joug du rendement et des hiérarchies

fondées sur leur utilité dans l'ordre de l'argent.

Une politique de *réconciliation générale* des classes sociales divisées par l'argent,

et avec l'environnement, dévasté par l'obligation d'opérer des profits monétaires croissants...

*Renseignez-vous ! Sur Internet*

**VOTER A-M.fr (a/m comme après la monnaie) EBRT.org**

**DESARGENCE.org. PROSPERDIS.org**

*Vaste chantier ! Pour y participer, écrivez à*

**post-monetaire@voilà.fr**

A ceux qui feront la démarche,  
voici la réponse que nous préparons :

---

Afin que nos travaux ne se perdent dans d'inutiles débats,  
nous demandons à tous celles et ceux qui nous écrivent  
dans l'intention de travailler à la désargence

*1. de s'engager, au cours des réunions ou par écrit,  
à ne jamais prendre à parti, dénoncer, vilipender, etc.  
les personnalités qui aujourd'hui sont le plus en vue  
et symbolisent les abus provoqués par l'usage de l'argent  
et de l'électoralisme.*

Nous épargnerons ainsi un temps précieux et prendrons en toute honnêteté en compte  
que tous les usagers, par leur travail, leurs achats, participent, de gré ou de force,  
à un modèle économique et social fondateur responsable de la mise concurrence des classes  
et des peuples, des inégalités et ravage de la planète. *Pas de boucs émissaires chez nous.*

*2. Votre admission aux Chantiers de la Désargence  
est par ailleurs conditionnée à celle d'un « adjoint » de l'autre sexe.*

En prenant cette mesure dès le départ nous donnerons ainsi un droit égal à l'expression  
de sensibilités, d'expériences et capacités d'initiative tenues, à tort ou à raison,  
pour différentes, et qui enrichiront à la fois « l'assiette » et « l'esprit » de nos travaux.

*3. Votre inscription sera définitive lorsque vous aurez indiqué  
au moins trois sujets qui vous intéressent particulièrement.*

*Vous pourrez ainsi faire partie d'une équipe, et à tout moment  
être tiré au sort pour participer aux travaux d'un « cabinet de l'ombre »  
(en référence au « shadow cabinet » de l'opposition en Angleterre)  
amené à réagir aux problèmes du jour en proposant des solutions qui  
« désargentistes » les plus adaptées.*

Vous trouverez une liste de sujets dans « l'Esquisse »  
publiée sur [www/DESARGENCE.ORG](http://www/DESARGENCE.ORG) à la fin du point 0 du sommaire  
(nous vous l'enverrons bien volontiers si vous ne disposez pas du Net).  
Mais vous pouvez avoir d'autres idées !

---

*Est-ce trop demander ?  
Ou simplement mettre en application  
l'idée que  
« les moyens préjugent de la fin » ?*

# **PROSPER**

24

- 2. **Distributisme, usologie, accès**, ça veut dire quoi ?
- 3. Anselm Jappe : **L'argent est-il devenu obsolète ?**
- 6. Un appel sur Internet
- 8. « L'expérience de base », matière à dépliant
  
- 9. **Un sociotope sans argent** (argumentaire)  
*Présentation*  
10. **Premier tiroir : objections/questions spontanées**  
11 : I. Pour quoi faire ? 12. II. Comment ça se passe ? (pour les courses, le logement, etc.) 16. III. Paresse et motivation (qui va ramasser les poubelles, sans salaire, les gens ne vont plus travailler). 18. IV. Comment vous organisez la production ? (tout le monde ne peut pas faire n'importe quoi... Et la concurrence ?) 22. V. Qui décide et de quoi ? (l'informatisation des données, comment mettre tout le monde d'accord ?) 25 : Travaux pratiques
  
- 26. **Deuxième tiroir : la transition**  
27. VI. Abolir les profits monétaires exige-t-il d'abolir l'argent ? 29. VII. En pleine crise, la désargence est-elle envisageable ? (si oui : par étapes, par états, ou mondialement ? S'il n'y a plus de profits monétaires, qu'est-ce qui peut obliger les pays riches en ressources à les partager ?) 34. VIII. Modèles et modules directeurs (en finir avec les boucs émissaires... les immigrés, les prisonniers, les banquiers ? Le cœur de métier) 42. IX. La transition au quotidien (le premier jour...) 44. X. L'avènement politique du sociotope réel. 46-47. Travaux pratiques
  
- 48. **Lexique de la désargence**  
*Présentation*  
**Premiers articles** : Jean-Marie Guyau. argent. paradigme monétaire. spéculation. comptabilité matière. informatisation des données. Contrôle social. liberté d'entreprendre. propriété. responsabilité. Défaussement, se défausser sur/de.
  
- 57. Dernières nouvelles du « front ».

---

# **PROSPER**

Les Salles, 30570 - VALLERAUGUE  
responsable de la publication : Jean-Paul Lambert  
ISSN : 1621-5540  
Courriel : [prosper.dis@wanadoo.fr](mailto:prosper.dis@wanadoo.fr)  
WWW : [prosperdis.org](http://prosperdis.org) & [desargence.org](http://desargence.org)

5 €